

## CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2017 PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix sept, le vingt cinq septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ETAIENT PRESENTS :

M. Thierry FALCONNET - M. Dominique MICHEL - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Jean VIGREUX - Mme Joëlle BOILEAU - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - M. Jean ESMONIN - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Saïd FOUAD

### EXCUSES REPRESENTES :

M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Saïd FOUAD  
Mme Yolanda MARINO donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT  
Mme Anissa LAKRI donne pouvoir à M. Nouredine ACHERIA  
M. Sylvain BLANDIN donne pouvoir à Mme Caroline CARLIER

### ABSENTS / EXCUSES :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Bernard BUIGUES - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

\*\*\*\*\*

**T. FALCONNET** – Je voudrais tout d'abord saluer l'assistance nombreuse. Vous avez compris tout l'intérêt de ce Conseil Municipal, notamment, ce soir, l'adoption du règlement de Dijon Métropole et également la vente de l'ancien local des pompiers rue Paul Bert. Donc je vous remercie de votre présence.

Je voudrais saluer mes collègues. Je vais tout d'abord vous demander de bien vouloir désigner comme secrétaire de séance, dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal, M. Jean-Jacques BERNARD. M. BERNARD, êtes-vous d'accord pour assumer cette mission ?

**J.J. BERNARD** – Avec plaisir, M. le Maire.

**T. FALCONNET** – Merci, M. BERNARD, je vous donne tout de suite la parole pour faire l'appel des membres présents.

*Le secrétaire de séance, M. Jean-Jacques BERNARD, procède à l'appel.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. BERNARD. Nous allons passer maintenant à l'approbation du procès-verbal de notre Conseil Municipal du 3 juillet 2017. Ce document était disponible en dernier point dans votre application i-delibre sur vos tablettes. Avez-vous des remarques à faire, des amendements à proposer à ce procès-verbal ?

Je n'en vois pas, donc je le mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**T. FALCONNET** – Je vous remercie, le procès-verbal est donc voté à l'unanimité. Je vous propose de modifier l'ordre du jour du Conseil Municipal qui vous a été adressé par courrier avec tout d'abord une proposition de vœu ajouté à l'ordre du jour. En fin de séance, nous

évoquerons la situation des collectivités locales et la situation financière des collectivités locales suite aux annonces et aux décisions prises par le Président de la République et le gouvernement.

Un deuxième point sera traité en vertu de l'article 5 de notre Conseil Municipal. En date du 21 septembre 2017, j'ai reçu un courrier de M. ESMONIN et de Mme RICHARD qui nous posent deux questions. Première question : « Nous avons assisté avec grand regret le 5 août dernier au déménagement de la Clinique de Chenôve au nord de Dijon, parc Valmy. Avec le départ de cet établissement de santé, Chenôve, le Sud dijonnais et plus largement un bassin de population de près de 40 000 habitants sont désormais dépourvus d'un établissement de santé. Cette opération de regroupement de 3 cliniques, dont les motivations sont essentiellement guidées, par la recherche du profit, s'avère aller à l'encontre de l'intérêt des populations concernées. Aussi nous souhaitons connaître quel sera l'avenir du site de l'ex-clinique de Chenôve ? À quel terme ? sachant qu'un projet de construction de logements ne saurait à lui seul garantir la réussite de la reconversion de ce site. »

Deuxième question : « La population de notre ville a été le témoin ces derniers mois de nombreux faits de délinquance : rodéos, courses poursuite, incendies de véhicules, barbecues sauvages, dégradations diverses... qui ne manquent pas de l'inquiéter et qui nous l'a fait savoir.

Aussi nous souhaiterions connaître quelles sont les dispositions qui sont prises pour assurer à nos concitoyens la tranquillité à laquelle ils sont en droit de prétendre ? »

En vertu de l'article 5 du Conseil Municipal, il sera apporté réponse à ces questions, sans débat, je le rappelle.

Avant de vous donner quelques informations, je voudrais également vous informer qu'à l'issue de mon propos liminaire, et à titre exceptionnel, j'ai une demande d'intervention de Mme CARLIER pour le groupe « Chenôve entre vos mains ». Mme CARLIER, à l'issue du propos liminaire, je vous donnerai immédiatement la parole avant d'entamer l'ordre du jour du Conseil Municipal.

À l'amorce de ce Conseil Municipal, vous avez tous et toutes été accueillis par la diffusion de quelques photos de la Fête de la République qui s'est déroulée ce jeudi 21 septembre.

Vous avez été nombreuses et nombreux à participer à ce grand rassemblement qui s'est déroulé sur la place devant le Cèdre, désormais baptisée « Esplanade de la République ».

Cette fête fut belle car elle était à l'image de Chenôve : populaire, simple, laïque, ouverte et généreuse. Elle a réuni petits et grands, jeunes et moins jeunes pour donner, comme nous en avons décidé ensemble et à l'unanimité du Conseil Municipal, son nom à ce lieu central du Chenôve de demain et, par la même occasion, célébrer ensemble le 225ème anniversaire de notre République.

Malgré les difficultés du quotidien qui préoccupent un certain nombre de nos administrés et auxquels je pense chaque jour, a fortiori depuis que je suis devenu Maire de Chenôve, il y a un peu plus de deux ans, nous avons su tous ensemble faire de ce moment un événement marquant de l'année 2017, festif, coloré, digne, fédérateur, de réaffirmation des valeurs communes qui nous animent : Liberté, Égalité, Fraternité, solidarité, laïcité.

Je tiens à prendre également quelques instants pour saluer le travail des équipes de la Ville qui ont travaillé ardemment à la réalisation de cette manifestation. Chacun sait ici à quel point les agents municipaux sont impliqués, avec dévouement, pour faire vivre le service public de proximité dans l'intérêt de tous.

Je voudrais aussi remercier tous les élus qui m'ont entouré ce jour-là, tout comme celles et ceux qui n'ont pas pu se libérer mais dont je sais qu'ils étaient présents en pensée. Je voudrais vous saluer, vous, mes chers collègues, qui m'entourez au quotidien. Être élu, c'est un engagement passionnant, valorisant mais aussi lourd et difficile. C'est parfois accepter de mettre entre parenthèse sa vie privée et ses ambitions professionnelles pour choisir de servir l'intérêt général avec conviction, abnégation, dévouement, dignité et humilité. Exercer un mandat électif c'est donner sans compter de son temps pour la collectivité. Être élu, c'est faire des choix individuels et collectifs au sein d'une équipe concentrée vers un seul objectif :

œuvrer pour que chacun des Cheneveliers puisse réussir son projet de vie grâce, notamment, à l'action publique que nous menons.

Nous avons toujours à l'esprit, l'équipe municipale et moi-même, les préoccupations des habitants. Sur de nombreux sujets la Municipalité est résolument déterminée à tout faire pour que les choses bougent. Mais qu'il s'agisse entre autres d'emploi, d'attractivité, de logement, de cadre de vie, d'insertion, d'accompagnement suite à un accident de la vie, ou de tranquillité publique, les solutions sont également à imaginer dans le cadre de la construction de Dijon Métropole.

J'aimerais faire référence à la journée métropolitaine du 9 septembre, réunion de travail autour du PLUi-HD et du PADD. Nous allons également voter le règlement de Dijon Métropole, qui inscrit Chenôve dans cet avenir commun.

En matière de tranquillité publique par exemple, il nous paraît urgent de lutter contre les rodéos de moto et de quad. Cet été, j'ai signé en votre nom et avec des collègues Maires de l'Association Villes et Banlieues l'appel de Valence pour que nous trouvions des solutions juridiques à ce problème qui mine nos quartiers. Je dois prochainement m'entretenir à ce sujet avec Mme Fadila KHATTABI, Députée de notre circonscription, pour que des mesures soient prises sur le plan législatif. Ce n'est pas être trop répressif que de dire qu'une infime minorité très agissante, une fois que tous les moyens éducatifs, préventifs, de médiation qui existent dans notre ville ont été utilisés, doit être sanctionnée.

Car si les maires sont responsables de la sécurité et de la tranquillité publique sur leur territoire, le législateur doit leur donner la possibilité d'agir plus efficacement encore sur ces questions auxquelles nos concitoyens sont particulièrement sensibles, sous peine de favoriser tous les tenants de discours démagogiques et irresponsables.

Vous le voyez, sur ces questions comme sur les autres, nous restons mobilisés aux côtés des administrés et nous continuerons de le faire malgré des marges de manœuvre financières de plus en plus réduites.

Et les mesures annoncées cet été par le Gouvernement ne vont rien arranger. Cet été, encore, j'ai signé avec mes collègues Maires et Présidents d'intercommunalités une lettre ouverte au Président de la République lui demandant de revenir sur les décisions prises, auxquelles d'ailleurs viennent s'ajouter celles concernant les contrats aidés.

Parce qu'il me semble important que notre assemblée se positionne sur ces questions, j'ai pris l'initiative de soumettre à votre examen un projet de vœu qui vous sera présenté en fin de conseil.

Vous le voyez, les dossiers importants ne manquent pas en cette rentrée. Rentrée scolaire qui s'est d'ailleurs passée dans d'excellentes conditions, puisque nous avons encore une interrogation sur une 10<sup>e</sup> classe aux Violettes et que par l'action concertée des parents d'élèves et de la Municipalité, nous avons obtenu satisfaction et aujourd'hui le dispositif scolaire est complet. Ce sera l'occasion de poursuivre ensemble nos efforts pour les Cheneveliers, pour Chenôve.

Je vous remercie de votre attention et je donne la parole à Mme CARLIER.

**C. CARLIER** – Merci, M. le Maire. M. le Maire, chers collègues, si nous prenons la parole aujourd'hui, et je vous remercie de nous la confier dans ce propos liminaire alors que le contenu de ce Conseil de ce soir va être très dense, c'est parce qu'il s'agit d'un moment important pour nous et pour vous, majorité municipale.

En effet, voici deux années que nous travaillons ensemble, de manière plus étroite, nous vous en remercions, ne serait-ce que parce que vous avez ouvert certaines instances à notre groupe d'opposition républicaine. Deux d'entre nous sont vice-présidents de deux commissions respectives, et il n'a parfois pas été simple de voter à l'unisson, puisque ces responsabilités les ont régulièrement mis dans des positionnements complexes, loyauté envers nous ou envers leurs fonctions. Nous étions tout à fait conscients, pour tout vous dire, de cette limite ténue, mais nous attendions de voir comment les choses évoluaient, d'un point de vue de la politique nationale et de la politique locale.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure de vous rejoindre et ce pour trois raisons principales :

- Les dernières élections ont mis à mal la gauche au sens large, le parti socialiste en particulier. Il n'est plus l'heure de penser à son seul nombril politique au risque d'une montée de l'abstentionnisme et des extrêmes. Nous avons le devoir de nous rassembler.  
Nous avons soutenu le même candidat au premier tour des élections présidentielles. Nous avons donc franchi la mince frontière d'idées qui nous séparait depuis 2014, nous semble-t-il.
- Vous œuvrez pour veiller à des pratiques plus visibles et partagées avec nos administrés, par conséquent plus apaisés pour notre ville. Nous souhaitons faire partie d'un exécutif qui va dans ce sens, notre programme aux municipales de 2014 s'inscrivant dans cette posture politique.
- Enfin, nous pensons que vous êtes l'homme de la situation, votre engagement en tant que premier magistrat de la ville nous convient, nous semble clair et porteur pour la ville de Chenôve.

C'est pourquoi, notre groupe souhaite apporter son utilité à l'évolution de notre ville, continuant à être force de propositions.

Si vous acceptez que nous vous rejoignons en tant que groupe « Chenôve entre vos mains », nous poursuivrons donc notre mission d'élus à vos côtés, c'est-à-dire dans la majorité municipale.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme CARLIER, et merci aux membres de votre groupe. C'est une bonne nouvelle. Vous avez un public nombreux pour assister à ce rassemblement, que j'avais annoncé comme objectif dès le 21 septembre 2015 et qui se concrétise ce soir avec ce contrat d'association qui nous liera jusqu'à l'issue de ce mandat.

Nous avons beaucoup travaillé, parlé ensemble, et évoqué nos points communs et nos différences. La décision que vous prenez ce soir et le moment que vous avez choisi pour l'annoncer sont effectivement de bonnes nouvelles pour la gauche et pour ce Conseil Municipal. Conformément à ce que nous avons évoqué ensemble, il n'est pas question de vous laisser en dehors de la majorité mais également de l'exécutif municipal. Nous aurons à parler très vite des deux délégations que je souhaite vous accorder comme conseillers municipaux délégués sur les dossiers que vous aurez à partager avec des adjoints, dans la collaboration et dans la volonté de faire avancer cette majorité, ce Conseil Municipal, et bien entendu, Chenôve.

Je vous propose d'aborder maintenant l'ordre du jour.

\*\*\*\*\*

## SOLIDARITE

### 1 - SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE L'OURAGAN IRMA - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A LA CROIX ROUGE FRANÇAISE

À la suite du passage de l'ouragan IRMA, qui a frappé si douloureusement la population avec de nombreux décès et entraîné des dégâts considérables, l'ensemble des maires de métropole et d'Outre-mer, par le biais de l'Association des Maires de France (AMF), ont tenu à témoigner leur solidarité aux habitants et apporter leur plein soutien à l'ensemble des élus des collectivités territoriales de Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

L'AMF a également invité les communes et les intercommunalités de France à contribuer et relayer les appels aux dons pour secourir les victimes d'IRMA, l'un des ouragans les plus dévastateurs jamais enregistrés dans la zone Caraïbes, via les ONG déjà mobilisées sur place. Ainsi, il vous est donc proposé de voter une subvention exceptionnelle de 1 000 € destinée à la Croix-Rouge française pour l'aide aux victimes de Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

Un complément de l'enveloppe des subventions aux associations est prévu par la décision modificative n°1 présentée ce jour.

Par ailleurs, la ville de Chenôve s'associe pleinement à la demande formulée par l'AMF pour la création urgente d'un fonds de soutien spécifique afin d'aider à la reconstruction des équipements publics essentiels à la population.

Vu l'article L.2311-7 du Code Général des Collectivités territoriales,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 1 000 € destinée à la Croix-Rouge française pour l'aide aux victimes de Saint-Barthélemy et Saint-Martin suite à l'ouragan IRMA.**

**T. FALCONNET** – Un premier point qui est traditionnel de notre action politique à Chenôve et notre tradition de solidarité, nationale et internationale, avec les victimes de l'ouragan IRMA.

Il vous est proposé de voter une subvention exceptionnelle à la Croix-Rouge française.

Pourquoi la Croix-Rouge ? Car nous avons déjà voté des subventions au Secours Populaire, mais à la suite du passage de l'ouragan IRMA, qui a frappé douloureusement la population avec de nombreux décès et des dégâts considérables, l'ensemble des maires de Métropole et d'Outre-Mer, par le biais de l'Association des Maires de France (AMF), ont tenu à témoigner leur solidarité aux habitants et à apporter leur plein soutien à l'ensemble des élus des collectivités territoriales de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. L'AMF a également invité les communes et les intercommunalités de France à relayer les appels aux dons pour secourir les victimes d'IRMA, l'un des ouragans les plus dévastateurs jamais enregistrés dans la zone des Caraïbes, via les ONG déjà mobilisées sur place.

Un complément de l'enveloppe des subventions aux associations est prévue par la décision modificative n° 1 que je vous présenterai tout à l'heure. Par ailleurs, la ville de Chenôve s'associe pleinement à la demande formulée par l'AMF pour la création urgente d'un fonds de soutien spécifique afin d'aider à la reconstruction des équipements publics essentiels à la population.

Ainsi, il vous est donc proposé de voter une subvention exceptionnelle de 1 000 € destinée à la Croix-Rouge française pour l'aide aux victimes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Je rajouterai que pareille chose devrait être faite ce soir par nos collègues dijonnais, et nous ferons de même au Conseil Métropolitain de ce jeudi.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette première délibération ?  
Je n'en vois pas et mets aux voix cette subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions  
par :

**VOTES**  
28 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

### 2 - MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE L.2122-18 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES SUR LE MAINTIEN OU NON DANS LES FONCTIONS D'ADJOINT

Par un arrêté du Maire n° ARR\_2017\_114 du 5 juillet 2017 (transmis en préfecture le 5 juillet 2017 et notifié à l'intéressée le 10 juillet 2017), les délégations de fonction et de signature de la 2<sup>ème</sup> adjointe, Madame Saliha M'PIAYI, ont été retirées.

Conformément à l'article L.2122-18 dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien ou non dans les fonctions d'adjoint de la personne dont les délégations ont été retirées.

Vu l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 54 du 21 septembre 2015 fixant à 9 le nombre d'adjoints au Maire,

Vu l'arrêté du Maire n° ARR\_2017\_114 du 5 juillet 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De ne pas maintenir Madame Saliha M'PIAYI dans ses fonctions de 2<sup>ème</sup> adjointe au Maire,**

**ARTICLE 2 : De maintenir à 9 le nombre d'adjoints,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Deuxième point de ce Conseil Municipal que je vais aborder sans commentaire.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ?

**S. FOUAD** – M. le Maire, je demanderais à ne pas intervenir sur le vote de cette délibération.

**T. FALCONNET** – Y a-t-il d'autres personnes qui ne souhaitent pas prendre part au vote ?

**J. ESMONIN** – Je ne prendrai pas part au vote non plus, mais je voudrais intervenir.

**T. FALCONNET** – M. ESMONIN, vous aurez tout le loisir d'intervenir, mais pour l'instant, je demande qui ne prendra pas part au vote sur cette délibération.  
Cinq personnes ne prendront pas part au vote. M. ESMONIN, vous avez la parole.

**J. ESMONIN** – M. le Maire, mesdames et messieurs les membres de la majorité municipale, c'est à un bien triste spectacle qu'il nous est donné d'assister. Une crise profonde et grave secoue la majorité municipale. C'est l'aveu d'un échec, en tout cas, cela donne une piètre image de notre ville. Mais on ne récolte jamais que ce que l'on sème. Je vais vous rafraîchir la mémoire. Vous avez au printemps 2015 osé remettre en cause le choix démocratique qui avait été prononcé en mars 2014 par nos concitoyens, par un comportement irrespectueux

du vote émis par la population. Quand on se réclame des valeurs du socialisme et de la République, on ne se conduit pas de cette façon, on ne fait pas cela, on ne bafoue pas ses propres convictions. Comment s'étonner alors que cette prise de pouvoir par effraction, je dis bien par effraction, n'ait pu fonctionner ? Cette culture du coup monté, ressemblant à un putsch, étant forcément porteuse d'ambitions malsaines, de rivalités destructrices, mettant au grand jour aujourd'hui la situation de crise que nous connaissons.

J'ai pour ma part la conscience ô combien tranquille, et cela m'a été prouvé par les nombreux messages de sympathie que j'ai reçus, aujourd'hui et hier. Pendant les seize années où j'ai eu l'honneur, dans les pas de Roland CARRAZ, de présider à la destinée de Chenôve, je me suis attaché avec ceux qui m'ont aidé, et je les remercie profondément, à changer Chenôve. Je me suis attaché à doter cette ville des équipements publics, culturels, éducatifs, sportifs, qui aujourd'hui font de cette ville une cité qui compte, tant dans ses traditions que dans son urbanité.

Alors, ma conclusion sera celle de la raison et de la loyauté politique à laquelle je suis profondément attaché. Tout cela pour ça ? Tout cela pour ça... Vraiment, mes chers compatriotes, Chenôve ne mérite pas cela. Je vais donc vous laisser laver votre linge en famille en ne prenant pas part à ce vote.

**T. FALCONNET** – Merci, M. ESMONIN. Je prends acte de votre déclaration, sans commentaire. Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ?

Mme RICHARD, vous avez la parole. Je donnerai ensuite la parole à Mme BOILEAU.

**S. RICHARD** – M. le Maire, permettez-moi en premier lieu de vous faire part de ma stupéfaction d'avoir appris le retrait de la délégation de Mme M'PIAYI par voie de presse. Il est inadmissible que nous soyons obligés d'acheter le « Bien Public » ou de recueillir un exemplaire de « Dijon l'hebdo » pour avoir des informations sur ce qui se passe au Conseil Municipal de Chenôve. Les élus et les Cheneveliers sont en droit de savoir ce qui se passe et pourquoi. Je regrette d'ailleurs que vous n'ayez pas convoqué plus tôt un Conseil Municipal extraordinaire sur ce point et les suivants.

Depuis votre prise de pouvoir au poste de Maire en septembre 2015, j'ai constaté plusieurs choses alarmantes qui ne manquent pas de m'inquiéter sur la bonne marche de l'administration communale : le départ de plusieurs cadres, et non des moindres, le Directeur Général des Services, le directeur des Services Techniques, la directrice de la Culture, la directrice du CCAS, le directeur du Tremplin, mais aussi des élus de votre majorité, témoins et au centre de luttes de pouvoir internes sur un fond de climat de suspicion permanent. L'absence ce soir de certains d'entre eux témoigne du malaise profond qui existe au sein de votre majorité municipale.

Pour en revenir à cette délibération, le retrait de délégation à un adjoint par le maire, est un acte grave qui peut avoir une double signification. Soit il s'agit d'un problème de casting au départ dans le choix de l'adjointe, soit il s'agit d'un problème de posture de votre part pour réussir à maintenir une équipe soudée et votre capacité à fédérer sur la durée. Tout ceci augure pour vous, M. le Maire, une poursuite de mandat extrêmement compliquée dans ce contexte. À travers ce rapport, il s'agit pour nous de constater que des divergences profondes et irrémédiables existent au sein de votre propre majorité que j'ai fait le choix de quitter le 21 septembre 2015, suite à des désaccords sur vos manières d'agir et vos méthodes. Aussi, puisqu'il s'agit d'une affaire du groupe majoritaire, je vous informe que je ne souhaite pas m'associer à la décision qui sera prise par le Conseil Municipal et je ne participerai pas au vote de ce rapport.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme RICHARD. Y a-t-il d'autres interventions sur ce point ?

Mme BOILEAU, vous avez la parole.

**J. BOILEAU** – M. le Maire, chers collègues, la situation que nous vivons aujourd'hui au sein de notre majorité est exceptionnelle et navrante. En effet, il y a deux ans, soutenus par une majorité municipale unie et homogène, dédiée au seul service de l'intérêt général de notre ville, M. le Maire, vous avez pris l'engagement de rassembler notre ville dans sa diversité,

autour de l'institution municipale. Ces deux années de travail ont permis à chacun d'entre nous et aux adjoints, avec les délégations importantes que vous leur avez confiées, en toute transparence et responsabilité, d'être au cœur d'une construction de la nouvelle identité collective. Vous avez su redonner à notre ville une urbanité avec des relations qui existent entre nous, les acteurs de la ville : citoyens, élus, service public, associations, commerces, entreprises, enfin tous ceux qui veulent bien participer. C'est enfin la manière dont on vit sa ville les uns avec les autres, dans le respect des uns et des autres, avec ce qui nous rassemblent, mais aussi ce qui peut nous distinguer. M. le Maire, vous pouvez être assuré de ma confiance et de mon travail afin que nous puissions ensemble, pour notre ville, agir au présent et penser son évolution et son avenir.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. Une autre intervention sur ce point ?

M. AUDARD, vous avez la parole.

**P. AUDARD** – M. le Maire, je m'exprime en qualité de président de la majorité municipale pour d'abord inviter tout le monde à un peu moins de ton martial et un peu plus de lucidité sur la situation telle qu'elle se présente. J'entends bien que l'on nous parle du départ de Mme Saliha M'PIAYI qui nous impose de devoir délibérer publiquement sur ce qui correspond en réalité à une démission de sa part. Si une pression est exercée sur notre Conseil Municipal, si notre population a pu s'inquiéter de cette situation, ce n'est simplement que par le procédé qui a été utilisé. Lorsqu'on affirme un désaccord avec une majorité municipale, on en tire pour soi-même les conséquences et l'on va jusqu'au bout. On démissionne et l'on donne les motifs politiques et non pas quelques idées induites dans un article de presse qui paraît la veille de notre Conseil Municipal. On recherche le sensationnel pour effacer l'essentiel. L'essentiel, c'est que nous étions en 2014 profondément divisés. L'essentiel, c'est que notre population est confrontée à des défis importants. L'essentiel, c'est que c'est par son unité que nous allons pouvoir porter haut et fort les valeurs de Chenôve et que dans ces conditions, l'événement important ce soir, c'est la déclaration de Mme CARLIER qui vous dit tout, de ce qui a pu constituer une réaction individuelle au sein d'un collectif. Elle vous dit tout sur ceux qui refusent ou acceptent l'unité. Elle nous dit tout sur la façon dont on s'ouvre à l'ensemble de la population et pas seulement à certaines sensibilités.

Je veux rassurer M. Jean ESMONIN : il n'y a pas de crise dans la majorité municipale, au contraire. Et je rassure immédiatement Mme RICHARD : il n'y a pas je ne sais quelle manœuvre putschiste qui serait à l'origine de l'élection en qualité de maire de M. Thierry FALCONNET. On peut réécrire l'histoire, mais je pense que la population de Chenôve a une mémoire plus fidèle, plus présente et plus prégnante de ce qui a conduit à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Que chacun prenne ses responsabilités et que chacun se tienne à sa place.

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Je ne vois pas d'autres demandes d'intervention.

Juste une remarque avant de mettre aux voix cette décision. Je voudrais signaler que toutes les majorités subissent des aléas, subissent à l'intérieur d'un groupe constitué d'humains des tensions plus fortes les unes que les autres. Je voudrais rappeler à M. ESMONIN que par le passé, il retira lui-même des délégations à des élus, à des adjoints communistes.

**J. ESMONIN** – Pas pour les mêmes raisons.

**T. FALCONNET** – Nous avons ensemble, M. ESMONIN, retiré la qualité d'adjoint au maire à un adjoint au maire qui a présenté une liste en 2014 contre nous. Donc les dissensions et les tensions au sein d'une majorité, vous les avez connues également. Je les connais avec la majorité, et nous y faisons face. La majorité s'élargit. La position prise par certains collègues de ne pas prendre part au vote est un signe d'apaisement, par rapport à ces tensions. Nous en prenons acte et la majorité continue de travailler.

Quant à l'obligation qui serait faite au Maire, de signaler ou de signifier à l'ensemble des conseillers municipaux le motif du retrait de délégation, Mme RICHARD, ce n'est pas une

obligation réglementaire. Vous le savez, puisque vous êtes spécialiste en droit public. J'ai fait ce que je devais faire, j'ai respecté strictement la loi, à savoir le Code des Collectivités Territoriales qui m'impose par l'article L.2122-18 qu'à la suite du retrait des délégations, j'en informe le Conseil Municipal et je fais voter le maintien ou le retrait de la qualité d'adjoint au maire à qui j'ai retiré des délégations. Cela dit, je voudrais vous rassurer, je ne le fais pas de gaieté de cœur, parce que j'aurais préféré que la situation se règle différemment.

Merci à vous de la qualité et la dignité des interventions qui ont eu lieu, du caractère absolument non polémique, et je vais mettre immédiatement aux voix cette délibération.

*M. le Maire rappelle la délibération.*

**T. FALCONNET** – Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

21 voix pour, cette délibération est votée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

21 POUR

7 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL - M. ESMONIN - M. BAGNARD - Mme AGLAGAL - Mme MARTIN - Mme RICHARD - M. FOUAD

### 3 - ELECTION DU 8EME ET DU 9EME ADJOINTS

Conformément aux articles L.2122-4 et L.2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsqu'il doit être procédé au remplacement de plusieurs adjoints dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel, les listes devant appliquer le principe de parité.

Considérant d'une part le retrait de fonction de la 2<sup>ème</sup> adjointe, Madame Saliha M'PIAYI et d'autre part la démission du 5<sup>ème</sup> adjoint, Monsieur Jean VIGREUX, devenue définitive après son acceptation par le représentant de l'État dans le département, par courrier en date du 27 juin 2017,

Vu les articles L.2122-4 et L.2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 54 du 21 septembre 2015 fixant à 9 le nombre d'adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 55 du 21 septembre 2015 relative à l'élection des adjoints au Maire,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De prendre acte que les nouveaux adjoints prennent rang en qualité de 8ème et 9ème adjoints, et que les adjoints élus le 21 septembre 2015, prennent rang comme suit :**

- Adjoint n° 1 : Monsieur Dominique MICHEL,
- Adjoint n° 2 : Monsieur Patrick AUDARD,
- Adjointe n° 3 : Madame Brigitte POPARD,
- Adjointe n° 4 : Madame Joëlle BOILEAU,
- Adjoint n° 5 : Monsieur Bernard BUIGUES,
- Adjointe n° 6 : Madame Marie-Paule CROS,
- Adjoint n° 7 : Monsieur Ludovic RAILLARD.

**ARTICLE 2 : De procéder à l'élection du 8<sup>ème</sup> et du 9<sup>ème</sup> adjoints au scrutin secret de liste :**

- Adjointe n° 8 : Madame Christiane JACQUOT
- Adjoint n° 9 : Monsieur Jean-Jacques BERNARD

**T. FALCONNET** – Nous poursuivons l'ordre du jour, avec l'élection des 8ème et 9ème adjoints. Ce vote sera à bulletin secret, les bulletins sont à compléter par les conseillers qui indiqueront les noms souhaités pour les 8ème et 9ème adjoints, dans le respect du principe de parité.

Je demande que Mme RICHARD, si elle le souhaite, et Mme FERRARI, puisqu'elles sont les plus jeunes de l'assemblée, procèdent au scrutin. Je demanderai à Jean-Jacques BERNARD de procéder à l'appel pendant qu'un agent recueillera les votes dans l'urne. Les plis seront ouverts par les assesseurs qui comptabiliseront les votes.

Pour ma part, je vous propose, en remplacement de Mme M'PIAYI et de M. VIGREUX, la candidature comme 8ème adjointe, de Mme Christiane JACQUOT, et comme 9ème adjoint, celle de M. Jean-Jacques BERNARD. Y a-t-il d'autres candidatures pour les postes de 8ème et de 9ème adjoints ? Je n'en vois pas, donc nous allons pouvoir procéder à l'élection.

Je demande à M. BERNARD de se munir de la liste. Il faut mettre deux noms sur le même bulletin.

*Le secrétaire de séance, M. Jean-Jacques BERNARD, procède à l'appel pendant qu'un*

*agent recueille les bulletins de vote dans une urne.*

**T. FALCONNET** – Le scrutin est clos, je vais demander à Mme FERRARI et à Mme RICHARD de procéder au dépouillement. Il faut compter 28 bulletins.

*Les deux assesseurs, Mme FERRARI et Mme RICHARD, procèdent au dépouillement.*

**T. FALCONNET** – 28 bulletins trouvés dans l'urne, pour 28 votants. Deux bulletins blancs, Jean-Jacques BERNARD a obtenu 26 voix et Mme JACQUOT a obtenu 24 voix. Félicitations à Christiane JACQUOT et à Jean-Jacques BERNARD, qui sont respectivement élus 8ème adjointe et 9ème adjoint au maire. Merci à vous pour ce vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

26 POUR Jean-Jacques BERNARD

24 POUR Christiane JACQUOT

2 BLANCS

#### 4 - MODIFICATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

Par une délibération n° 57 du 21 septembre 2015, modifiée par délibérations n° 12 du 1er février 2016 et n° 28 du 3 avril 2017, le Conseil Municipal a adopté la répartition des indemnités de fonction du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux ayant reçu une délégation de fonction ou ayant été élus vice-présidents de commissions municipales.

Conformément à l'article L.2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils Municipaux sont tenus de délibérer pour fixer les indemnités de leurs élus.

Conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, L.2123-23 et L.2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la délibération n° 28 du 3 avril 2017, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer les indemnités de fonction suivantes :

INDEMNITES – DELIBERATION DU 3 AVRIL 2017					
Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10000 / 19999 hbts	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique avec l'application de la majoration L. 2123-22 5° du CGCT	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	Application de la majoration de 15 % de majoration chef lieu de canton au montant mensuel ainsi déterminé L. 2123-22 1° du CGCT
Maire	65 %	42,98 %	90 %	38,46 %	15 %
1er Adjoint	27,5 %	26,93 %	33 %	20 %	15 %
Autres Adjoints (8 élus)	27,5 %	20,17 %	33 %		15 %
Conseillers Municipaux délégués (8 élus)		7,95 %			
Vice-Présidents (6 élus)		2,63 %			

Considérant qu'il a été procédé à l'élection de deux nouveaux adjoints, qu'il est envisagé que tous les adjoints perçoivent la même indemnité de fonction, il convient de modifier les indemnités de fonction des élus comme indiquées ci-après, telles que définies au tableau annexé à la présente délibération.

PROPOSITION INDEMNITES					
Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10000 / 19999 hbts	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique avec l'application de la majoration L. 2123-22 5° du CGCT	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	plication de la majoration de 15 % de majoration chef lieu de canton au montant mensuel ainsi déterminé L. 2123-22 1° du CGCT
Maire	65 %	42,98 %	90 %	38,46 %	15 %
Adjoints (maximum 9 élus)	27,5 %	20,17 %	33 %	20 %	15 %
Conseillers Municipaux délégués (maximum 9 élus)		7,95 %			
Vice-Présidents (6 élus)		2,63 %			

Vu les articles L.2123-20-1, L.2123-22 1° et 5°, L.2123-23, L.2123-24, L.2123-24-1, R.2123-23 1° et 4° du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 paru au JO du 27 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation,

Vu la délibération n° 54 du 21 septembre 2015 fixant à 9 le nombre d'adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 57 du 21 septembre 2015 relative à la détermination des indemnités de fonction du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux,

Vu la délibération n° 12 du 1er février 2016 relative à la modification des indemnités de fonction,

Vu la délibération n° 28 du 3 avril 2017 relative au maintien du niveau des indemnités des membres du Conseil Municipal,

Vu le tableau du Conseil Municipal,

Vu le tableau des indemnités de fonction joint à la présente délibération, étant précisé que le tableau détaillé des indemnités de fonction sera complété suite à l'élection du 8ème et du 9ème adjoints,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De fixer les indemnités de fonction conformément aux conditions exposées ci-dessus,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Le rapport suivant, qui est consécutif à la délibération n° 3, propose une

modification des indemnités de fonction des adjoints et des conseillers délégués.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – Je tiens à signaler que les indemnités n'augmentent pas, elles restent au même niveau que précédemment. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ?

Mme CARLIER, vous avez la parole.

**C. CARLIER** – M. le Maire, chers collègues, eut égard à notre discours liminaire et votre réponse, nous nous rallions au vote de la majorité, mais cependant, nous restons toujours de fervents partisans d'un statut de l'élu, quel que soit son bord politique.

Nous en discuterons sans doute en interne ultérieurement.

**T. FALCONNET** – Merci Mme CARLIER, effectivement, nous en reparlerons. Vous avez de la suite dans les idées et de la constance dans vos convictions. Je mets aux voix cette répartition des indemnités. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prendra pas part au vote ?

**J. ESMONIN** – Je ne prendrai pas part à ce vote.

**T. FALCONNET** – Je mets donc aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Et qui ne prend pas part au vote ? M. ESMONIN. Merci, cette délibération est adoptée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

#### **VOTES**

26 POUR

1 ABSTENTION :

Mme RICHARD

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. ESMONIN

## **5 - DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU REPRÉSENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS – VOTE A BULLETIN SECRET**

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que s'agissant de l'organe délibérant du Centre Communal d'Action Sociale, les textes prévoient expressément un scrutin secret,

Considérant le retrait de fonction de la 2<sup>ème</sup> adjointe, Madame Saliha M'PIAYI,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R.123-8 et R.123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à l'élection des membres du conseil municipal devant siéger au conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'élire au scrutin secret, le délégué titulaire, remplaçant de Madame Saliha M'PIAYI, au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Je vous propose la désignation d'un nouveau représentant du Conseil Municipal au sein du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale. C'est à nouveau un vote à bulletin secret.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – Je vous propose la candidature de Mme Christiane JACQUOT. Je redemanderai à Mme RICHARD et à Mme FERRARI de bien vouloir procéder au dépouillement du scrutin.

*Le secrétaire de séance, M. Jean-Jacques BERNARD, procède à l'appel pendant qu'un agent recueille les bulletins de vote dans une urne.*

**T. FALCONNET** – Je vais demander à Mme RICHARD et à Mme FERRARI de procéder au dépouillement.

*Les deux assesseurs, Mme FERRARI et Mme RICHARD, procèdent au dépouillement.*

**T. FALCONNET** – Vous devez toujours avoir 28 bulletins.

Mme JACQUOT est donc désignée comme représentante du Conseil Municipal au conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale, avec 25 voix et 3 bulletins blancs. Merci à vous. Mme JACQUOT, nous siégerons donc ensemble, ce qui vous donne des indications sur la délégation que vous aurez prochainement à assumer.

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

25 POUR

3 BLANCS

## 6 - ADOPTION DES STATUTS DE DIJON METROPOLE

L'article L.5211-5-1 du code général des collectivités territoriales, applicable aux métropoles, prévoit les modalités d'adoption des statuts de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale par délibération de l'assemblée délibérante, avant d'être approuvés par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

La transformation de la Communauté urbaine du Grand Dijon en Métropole est l'occasion de formaliser le contenu des statuts, par reprise des éléments figurant au décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 publié portant création de la métropole dénommée « Dijon Métropole ».

Outre ces éléments, il convient de mentionner dans les statuts de la Métropole l'exercice par Dijon Métropole des fonctions de centrale d'achat, ainsi que le prévoyaient les statuts de la communauté urbaine.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-5-1 et L.5211-20,

Vu les statuts de Dijon Métropole joints à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 12 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter les statuts de Dijon Métropole tels que joints en annexe de la présente délibération conformément aux conditions ci-dessus exposées.**

**T. FALCONNET** – Je vais maintenant vous demander d'adopter les statuts de Dijon Métropole. Vous le savez, notre communauté urbaine est devenue Métropole en avril 2017, et tous les conseils municipaux des communes de la Métropole doivent adopter les statuts de Dijon Métropole.

Vous avez reçu les statuts. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ces statuts, qui sont en fait la traduction réglementaire du passage de la Communauté Urbaine en Métropole.

M. BRUGNOT, vous avez la parole.

**Y.-M. BRUGNOT** – Je vous remercie, M. le Maire. M. le Maire, chers collègues, nous sommes très favorables à la Métropole, nous l'avons expliqué dans notre campagne en 2014. Ne revenons pas là-dessus. J'ai demandé la parole simplement parce qu'il y a un besoin d'explications concernant la Métropole. L'explication ne doit pas se faire maintenant, elle doit se faire une fois que le Département et la Métropole se seront mis d'accord sur les compétences à partager. À partir de ce moment-là, il faudra l'expliquer aux élus que nous sommes et en supplément, il faudra l'expliquer à la population. On ne peut pas faire quelque chose sans que les citoyens ne le partagent. On en a discuté avec Mme CARLIER et M. BLANDIN, je fais le parallèle avec l'Europe. Les citoyens ne connaissent pas suffisamment les rouages de l'Europe pour s'en approprier les bienfaits. J'ai peur que, si l'on ne l'explique

pas, la Métropole devienne pour certains une usine à gaz et un échelon de responsabilités où les citoyens n'ont rien à faire, alors qu'ils ont tout à faire. On a tout à partager. Voilà, M. le Maire, nos réflexions là-dessus.

**T. FALCONNET** – Merci, M. BRUGNOT, vous avez totalement raison. D'abord nous sommes effectivement ensemble favorables à cette évolution institutionnelle. Le passage de la Communauté Urbaine en Métropole est surtout destinée à l'extérieur, c'est-à-dire qu'il s'agit bien là de donner à la grande région Bourgogne-Franche-Comté une métropole, une capitale régionale, qui rayonne par son attractivité, son activité économique, son tourisme, son patrimoine, la mise en valeur de tous les éléments qui font de Dijon le pôle majeur d'attractivité de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Deuxième point, je pense qu'il est important lorsque l'on regarde les compétences qui sont transférées à la Métropole par les communes, que nos concitoyens soient pleinement conscients de ces transferts de compétences. Or, lorsque nous sommes en permanence de quartier, lorsque nous sommes en visite dans la ville, visites que nous avons voulues à un rythme régulier, une fois par mois dans chacun des quartiers de Chenôve, les habitants nous posent des questions de proximité. Cela concerne la voirie, mais la voirie, c'est la Métropole. Les trottoirs, aujourd'hui, leur entretien dépend de la Métropole. Le Plan Local d'Urbanisme, puisque nous avons eu dernièrement une réunion, à laquelle tous les conseillers municipaux étaient invités, pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal à vocation de plan local d'habitat et de plan local de déplacements, le PLUi-HD : les habitants doivent être associés à l'élaboration de ces documents qui tracent l'avenir de la Métropole, et donc des 24 communes qui la composent en matière d'urbanisme, de transports et d'attractivité économique.

À ce propos, j'informerai prochainement, le Conseil Municipal et les habitants, d'une réunion publique qui se tiendra à Chenôve sur le PLUi-HD. Je souhaite qu'il y ait une très large participation à cette explication pédagogique de ce que sera demain le projet métropolitain.

Je voudrais vous dire également qu'il faut avoir un discours cohérent par rapport à la Métropole. On ne peut pas, sur les territoires communaux, charger la Métropole comme d'aucun charge l'Europe de tous les maux, et, une fois que nous sommes 40 avenue du Drapeau, jouer le jeu métropolitain. Il faut vraiment que nous soyons en cohérence par rapport à cela. C'est la raison pour laquelle je me suis pleinement investi dans ma délégation au renouvellement urbain, dont on parlera tout à l'heure avec la délibération n° 10, puisque M. AMODEO fera, j'imagine, référence à la future loi sur le logement, à la baisse de 5 € de l'APL, et à ses conséquences sur le mouvement HLM.

Vous savez que le projet de renouvellement urbain est très largement conditionné par le travail des bailleurs et par les rénovations et les requalifications. Aujourd'hui, la future loi Logement met en danger le projet de renouvellement urbain pour Chenôve, et plus largement pour toute la France. Nous aurons à en reparler. Ce n'est plus un secret, même si ça doit être officialisé au prochain Conseil Métropolitain, vous l'avez peut-être lu dans la presse, je devrais normalement prendre la délégation aux mobilités. André GERVAIS nous ayant malheureusement quittés cet été, le président François REBSAMEN a souhaité revoir les délégations et les responsabilités au sein de l'exécutif métropolitain. En faisant cela, j'ai bien conscience que les habitants de Chenôve pourront se retourner vers moi en me disant : « Vous êtes vice-président aux transports, mais que faites-vous pour améliorer les conditions des transports en commun, les conditions de transport sur le territoire de la commune ? » J'ai bien conscience des risques que je peux prendre, mais c'est aussi un avantage, parce qu'en étant vice-président aux transports, je peux plaider très largement la cause de Chenôve dans les discussions que nous aurons, et vous savez que je suis un chaud partisan, le président, M. REBSAMEN, l'est beaucoup moins que moi, d'un prolongement de la ligne de tramway depuis l'avenue Carraz pour desservir le sud de Chenôve et donner au sud de l'agglomération dijonnaise des moyens de transport dignes d'une grande métropole.

Voilà ce que je souhaitais dire sur la Métropole et je vous remercie de votre intervention, M. BRUGNOT. Vous avez la parole, M. ESMONIN.

**J. ESMONIN** – M. le Maire, nous sommes appelés à nous prononcer sur les statuts de la Métropole, ce que je crois savoir comme étant, pratiquement aujourd'hui, un acquis à la fois législatif et à la fois territorial. Il s'agit cependant de se poser un certain nombre de questions. Tout d'abord, effectivement, sur le manque assez fort d'informations dans ce domaine. Nous avons reçu dernièrement une brochure extrêmement élégante de la Métropole sur l'évolution territoriale de cette entité, mais je ne pense pas que la démarche au pas de charge, qui a été celui de l'acquisition de ce nouveau titre par les responsables de la Métropole, soit suffisante pour faire en sorte que les citoyens s'y retrouvent. On ne reviendra pas sur le statut des intercommunalités, bien entendu. On ne reviendra pas sur la réalité de la Métropole. Cependant, moi qui ai voté à l'assemblée nationale les lois de décentralisation, je peux vous dire que ce sens inverse, qui recapitalise les pouvoirs dans des assemblées qui font que les communes n'assurent plus de plein droit un certain nombre de leurs compétences, peut inquiéter les citoyens. J'entendais cet après-midi un débat au Sénat sur cette problématique de réalités des collectivités territoriales et notamment des communes. On peut s'interroger, M. le Maire, sur l'avenir des communes, car cela est bien beau de concentrer de plein droit, comme le dit l'article 6-1 des statuts sur la Métropole, sur les intercommunalités, quel est véritablement le point de repère de nos concitoyens par rapport à tout cela. Il n'y en a pas, et c'est bien là le déficit démocratique qui s'impose à nous. Et quand je vous dis que j'ai voté de bon gré à l'assemblée nationale ces textes sur la décentralisation pour redonner le pouvoir aux collectivités territoriales, qu'il s'agisse du département, de la région ou des communes, car ces dernières ont beaucoup gagné lorsque les lois de décentralisation, sous la présidence du président MITTERAND, ont reconquis toutes leurs lettres de noblesse. Il ne faudrait pas qu'en sens inverse, on assiste aujourd'hui à une recapitalisation des pouvoirs sur des structures qui éloignent les citoyens du véritable pouvoir.

Alors je crois, M. le Maire, que des obligations d'interrogations se posent à nous et il faudra expliquer de façon très précise, car j'avoue m'y perdre aussi entre toutes ces délégations de plein droit à des organismes qui échappent aux citoyens lambda que nous sommes, et qu'il faudrait que nos compatriotes puissent un jour ou l'autre se prononcer au suffrage universel sur ce genre de révolution administrative, voire politique. Je souhaite qu'un jour le suffrage universel puisse trancher ce genre de décision, et non pas des assemblées qui pour des raisons précises détiennent un pouvoir que le citoyen voit s'effiloche quant à sa position démocratique. Voilà, M. le Président... pardon, M. le Maire, ce que j'avais à ajouter sur cette délibération. N'est pas président qui veut, mais sait-on jamais.

**T. FALCONNET** – Vous savez, je n'ai pas cette ambition, M. ESMONIN. Les inquiétudes sur l'avenir des communes concernent moins les inquiétudes sur l'évolution institutionnelle que l'assèchement des finances communales.

**J. ESMONIN** – Mais je suis d'accord aussi.

**T. FALCONNET** – Je complète votre propos. Effectivement, on assiste d'une part à une constance dans les politiques menées ces dernières années qui consistent à priver les communes de leurs ressources. Et dans une ville comme Chenôve, dont le budget repose essentiellement sur les dotations, quand ces dernières baissent, on le sent très fortement. Elles ont baissé pendant cinq ans, et elles vont baisser de manière plus importante dans les cinq années à venir, sans compter la fin programmée des contrats aidés. Nous avons de moins en moins de financements, de moins en moins de dotations, et dans le même temps, nous avons ce mouvement de concentration, de métropolisation, ce qui nous amène forcément à faire des choix de mutualisation. Par exemple, certains équipements publics communaux comme le centre nautique municipal et le Cèdre. Aujourd'hui, le fonctionnement de cet équipement public, important pour la population de Chenôve et pour l'agglomération dijonnaise, est exclusivement assumé par les finances communales. C'est la même chose pour le Cèdre.

Et donc, pour répondre à votre inquiétude, que peut-il se passer ? Le Maire, quel qu'il soit, est amené à négocier, à discuter avec le président de la Métropole en disant : « Des

équipements à rayonnement intercommunal pourraient tout à fait passer dans le giron de la Métropole ». Je ne dis pas que c'est mon souhait, ni celui de cette équipe municipale, mais si les finances communales continuent de diminuer, et comme nous n'avons pas l'intention d'alourdir la charge fiscale des Cheneveliers parce que là aussi, la coupe est pleine, cela veut dire que nous devons faire encore plus d'économies sur le fonctionnement, et vous savez très bien quelles sont les contraintes de ce budget de fonctionnement à Chenôve : essentiellement des dépenses de personnels. Nous serons condamnés à un moment donné à négocier avec le président de Dijon Métropole le transfert d'un certain nombre d'équipements publics. Je ne le souhaite pas, personne dans cette assemblée ne le souhaite, parce qu'on sait très bien que transférer un équipement public à Dijon Métropole, c'est en perdre la maîtrise. Nous sommes très heureux de voir le Cèdre rayonner, parce que nous avons un directeur des Affaires culturelles et une adjointe à la Culture qui construisent avec beaucoup d'intelligence une saison culturelle qui réjouit l'ensemble des habitants de Chenôve et très largement de l'agglomération dijonnaise. Nous sommes très heureux d'avoir un centre nautique municipal qui ne désespère pas, avec des clubs de natation, des clubs d'activités nautiques qui le fréquentent régulièrement. Mais il est vrai que nous sommes aujourd'hui pris dans un étau que vous connaissez, puisque vous avez présidé la destinée de cette commune pendant seize ans. J'espère, M. ESMONIN, que le discours que vous tenez ce soir, vous aurez l'occasion de le tenir jeudi soir au Conseil Métropolitain, puisque je ne suis que le deuxième vice-président de l'agglomération, et je pense qu'il sera utile et important que vous informiez le président REBSAMEN de votre position et de vos inquiétudes.

Pour terminer sur ce point, nous avons à voter ce soir les statuts de Dijon Métropole, mais nous avons à voter également le PLUi-HD, et nous avons eu à nous prononcer sur le projet de territoire, qui est un document très intéressant. Et la question de l'association de nos concitoyens aux décisions de la Métropole est un souci que nous avons eu avec les 24 Maires des communes de la Métropole, puisque nous aurons un Conseil des Maires, qui sera présidé par le président François REBSAMEN. Aujourd'hui, nous sommes en réflexion sur ce qui pourrait être un Conseil de développement durable associant très largement les acteurs sociaux, économiques, associatifs du territoire, pour justement participer à cette popularisation de ce qu'est la Métropole.

Voilà ce que je souhaitais vous dire sur cette question, en vous remerciant de vos interventions. Je mets aux voix l'adoption de ces statuts. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie, ces statuts sont votés à l'unanimité et la décision sera transmise à la Métropole.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

28 POUR

## **7 - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS POUR L'EXERCICE 2016**

Conformément à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent la collecte et le traitement des déchets des ménages.

La ville de Chenôve a transféré l'ensemble de la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés à Dijon Métropole.

Par ailleurs, le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 précise le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets qui doit être présenté à l'assemblée délibérante de Dijon Métropole lors de l'examen de son compte administratif au plus tard le 30 juin de chaque année.

L'objectif de ce rapport est de faciliter à la fois le débat au sein de l'assemblée délibérante et de favoriser l'information des usagers.

En conformité avec l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce document intégré dans le rapport annuel d'activités de Dijon Métropole et adressé aux Maires de chaque commune membre de l'établissement avant le 30 septembre de chaque année, fait ensuite l'objet d'une communication au conseil municipal.

Vu les articles L.2224-13 et L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu la note de synthèse jointe en annexe,

Vu le rapport annuel joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de Dijon Métropole.**

**T. FALCONNET** – Je vais tout de suite donner la parole à M. Ludovic RAILLARD, pour le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'exercice 2016.

M. RAILLARD, vous avez la parole.

**L. RAILLARD** – M. le Maire, chers collègues, ce rapport est rédigé chaque année afin de nous donner un aperçu sur le prix et la qualité des déchets. Je vous fais grâce des 60 pages de ce rapport, mais je vais vous en donner les grandes lignes.

Tout d'abord, 2016 a été l'année d'un changement important dans la gestion des déchets, puisqu'un appel d'offre au niveau de la Métropole a désigné DIEZE DIJON SUEZ ENVIRONNEMENT pour la gestion et les modalités de ramassage des déchets. Chenôve a perdu une collecte d'ordures ménagères, « les bacs gris », et le ramassage du verre en porte à porte. Justement, concernant ce ramassage du verre, des points d'apport volontaires ont été installés par la métropole, selon un cahier des charges très précis. Cependant, l'équipe municipale, sous votre autorité, M. le Maire, a souhaité organiser une réunion

d'information et de concertation avec les habitants, afin de recueillir leurs éventuelles remarques quant à l'implantation de ces bulles à verre. Cette réunion de concertation s'est relativement bien passée et a réuni plus d'une centaine de personnes à la salle des fêtes. Nous avons proposé différents ateliers suivant le redécoupage de la ville, par quartier, et chacun a pu s'exprimer sur ses idées d'amélioration et des propositions ont été faites à la Métropole. Certaines propositions ont été approuvées par la Communauté Urbaine, à l'époque, et d'autres n'ont pu recevoir de réponse favorable pour une raison d'organisation, pour des questions de sécurité notamment, et bien d'autres choses. Pour rappel, 36 bornes de collecte ont été installées sur la commune.

Quelques chiffres : À Chenôve, en 2016, il était collecté 284,7 kg d'ordures ménagères par habitant, la moyenne de la Métropole étant de 251,5 kg, nous sommes légèrement au-dessus. Au niveau des déchets recyclables, Chenôve est le plus petit producteur de la Métropole, un petit peu plus de 40 kg par habitant, contre 53 kg sur la Métropole. Les objets encombrants, 14,1 kg par habitant, troisième plus gros producteur de déchets encombrants sur la Métropole, 7,5 kg par habitant au niveau métropolitain. Et pour le verre, 25,7 kg par habitant, dans la moyenne du grand Dijon qui se situe autour de 28 kg par habitant.

Concernant la déchetterie de Chenôve, le nombre d'entrées avoisine les 100 000 sur l'année 2016, cependant on note une baisse des tonnages de 2,4 % par rapport à 2015 sur l'ensemble des déchetteries de la Métropole. Et enfin, concernant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, c'est un taux unique pour la Métropole depuis 2015, qui est à 6,4 %, et cette taxe est notamment faite pour engager des actions de communication et de sensibilisation par le tri et la valorisation des déchets. Les ambassadeurs du tri qui travaillent souvent avec notre service de gestion urbaine de proximité. Cette taxe sert également à l'engagement dans la démarche environnementale depuis 2006 concernant l'incinération.

Pour conclure, je voudrais rappeler l'importance du tri sélectif et de la propreté de la ville, sachez que j'y suis, comme l'ensemble des élus et des habitants, très attaché. Nos services sont mobilisés au quotidien pour rendre la ville la plus propre possible, cependant l'esprit civique doit l'emporter. La Ville a investi plusieurs dizaines de milliers d'euros dans le changement de corbeilles de propreté sur la ville. Et à l'occasion d'un récent magazine municipal, nous avons fait un focus sur la propreté de la ville, le civisme en matière de déchet et le respect de la propreté de nos rues.

Plus que jamais, les élus et les services municipaux (je les remercie pour leur réactivité et leur dévouement dans le quotidien) auront toujours à cœur de faire respecter la propreté pour que Chenôve continue d'être une ville propre. Je vous remercie.

**T. FALCONNET** – Merci M. RAILLARD. Je vais tempérer un peu votre enthousiasme. Si les élus sont tous convaincus de la nécessité de garder la ville propre, ainsi que les habitants, je pense que certains d'entre eux pourraient encore faire des efforts, parce que nous avons à intervenir, alors que ce n'est plus de notre compétence, je tiens à le signaler. Les services municipaux interviennent régulièrement suite aux réunions de l'observatoire de la propreté que vous tenez toutes les semaines, M. RAILLARD, et suite aux nombreuses interpellations, nous faisons procéder au nettoyage. Nous tentons effectivement de garder cette ville propre. C'est pour cela que nous avons fait une campagne de sensibilisation, notamment sur les risques qu'encouraient les habitants qui ne respecteraient pas la propreté de la ville avec les amendes encourues.

Je voudrais redire aussi qu'il y a eu 80 interventions sur des demandes individuelles et collectives, suite à l'implantation des bulles à verre. Une réunion publique à laquelle vous avez fait référence, qui a réuni plus de 300 personnes, et non pas 100, en présence de notre collègue Jean-Patrick MASSON, et une réunion de quartier dans le quartier des Grands Crus pour deux bulles à verre, une heure de réunion par bulle à verre.

Merci, y a-t-il d'autres interventions sur ce point ? Je vous demande de prendre acte de la communication de ce rapport par M. RAILLARD, que nous remercions, ainsi que les services municipaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## FINANCES

### 8 - BUDGET 2017 - DECISION MODIFICATIVE N°1

Cette décision modificative a pour objet d'apporter les ajustements nécessaires à la réalisation de certaines opérations en cours, mais également à l'engagement de nouvelles dépenses. Globalement, ces ajustements sont de faible ampleur tant en fonctionnement (+15 920 €) qu'en investissement (+33 634 €).

En fonctionnement, outre un virement à la section d'investissement (autofinancement) de 33 634 €, les principaux mouvements sont des transferts de crédits destinés à financer des investissements (-22 834 €), notamment une prestation d'entretien des cours d'écoles qu'il avait été prévue de confier à une entreprise et qui a été finalement réalisée en régie par les services techniques. Seules deux dépenses supplémentaires sont prévues. D'une part, 1 700 € pour trois subventions exceptionnelles, l'une de 1 000 € destinée aux sinistrés des Antilles et 700 € pour des associations locales, dont 300 € à l'Association Républicaine des Anciens Combattants pour l'achat d'une exposition sur Henri Barbusse, et 400 € à l'Office Municipal de la Culture pour l'organisation du Téléthon 2017. D'autre part, 3 000 € pour le reversement à l'Etat de subventions au titre de la politique de la ville (deux actions non réalisées en 2015 et 2016).

En investissement, il s'agit pour l'essentiel d'abonder, à hauteur de 44 485 €, les enveloppes de quelques chantiers. Sont notamment concernés la sécurisation des locaux scolaires (+12 117 €), les abords de l'Hôtel de ville et les vestiaires sportifs. Pour ces derniers, le complément de 14 000 € couvrira les révisions de prix prévues dans les marchés.

En outre, l'amortissement du capital de la dette est augmenté de 8 800 €, compensé en partie par une baisse de 3 000 € des intérêts. Cet ajustement est dû à une erreur de saisie du tableau d'amortissement d'un emprunt renégocié en 2016.

Les dépenses nouvelles s'élèvent à 40 599 € affectés à l'achat d'un véhicule pour le pôle Paysage (20 000 €), au remplacement d'un coffre-fort au Cèdre et enfin, à la maîtrise d'œuvre pour la tranche 2018 du programme pluri-annuel de mise en accessibilité des équipements (15 100 €).

Ces compléments sont financés par la suppression des crédits de deux opérations qui ne pourront aboutir d'ici à la fin de l'année et qui seront réexaminées dans le cadre du budget primitif 2018 (sécurisation des abords de la bibliothèque et acquisition d'une parcelle square des Grands Crus), par la reprise de crédits sur des opérations totalement engagées, pour un montant de 60 250 € et enfin, par l'autofinancement à hauteur de 24 834 €.

En recettes, sont inscrites la part de la dotation politique de la ville 2017 correspondant aux travaux dans l'école En Saint-Jacques et à la vidéoprotection (30 026 €) et une subvention du département pour les vestiaires sportifs (29 810 €). En revanche, le solde de l'aide de l'Etat sur la vidéoprotection 2015 est réduit de 18 274 €, le coût définitif de l'opération étant inférieur à la dépense prévisionnelle.

Enfin, la cession de l'ancien local des pompiers pour 51 500 € complète les recettes d'investissement.

Globalement, ces recettes supplémentaires s'élèvent à 93 482 € et sont affectées à la réduction de l'emprunt qui est ainsi ramené provisoirement à un peu moins d'1,4 million d'€.

Vu l'article L1612-11 du code général des collectivités territoriales,

Vu les budgets primitif et supplémentaire 2017,

Vu la décision modificative n°1 annexée à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter la décision modificative n°1 au budget 2017 jointe en annexe.**

**T. FALCONNET** – Je vais vous présenter la décision modificative n° 1, budget 2017. Il s'agit d'une petite décision modificative, puisqu'elle porte sur une somme très limitée.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – L'emprunt est ramené provisoirement à un peu moins d'1,4 million d'euros, avec l'objectif affiché de le ramener à un million d'euros, pour ne pas grever nos capacités d'investissement et notamment pour faire face au Programme de Renouvellement Urbain dans les années à venir.

Y a-t-il des interventions sur cette décision modificative n°1, très limitée comme je vous l'ai dit ? Je mets aux voix, qui est contre cette décision modificative ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## 9 - BUDGET 2017 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES A DEUX ASSOCIATIONS

Il est proposé au conseil municipal de compléter l'état des subventions aux associations, au titre de l'exercice 2017, comme suit :

- Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) : 300 euros  
L'ARAC organisera une exposition portant sur le fondateur de l'ARAC, Henri BARBUSSE, qui sera présentée à la salle des fêtes de Chenôve le 11 novembre 2017,
- Office Municipal de la Culture (OMC) : 400 euros  
L'OMC coordonnera l'organisation du Téléthon et du Noël solidaire samedi 9 décembre 2017,

Un complément de l'enveloppe des subventions aux associations est prévu par la décision modificative n°1 présentée ce jour.

Vu l'article L.2311-7 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer à l'Association Républicaine des Anciens Combattants une subvention exceptionnelle d'un montant de 300 euros,**

**ARTICLE 2 : D'attribuer à l'Office Municipal de la Culture une subvention exceptionnelle d'un montant de 400 euros.**

**T. FALCONNET** – Subventions exceptionnelles à deux associations. C'est Mme JACQUOT qui, et peut-être pour la dernière fois, va présenter cette délibération. Mme JACQUOT, vous avez la parole.

**C. JACQUOT** – Merci M. le Maire. Je ne vais pas m'étendre car cela vous a été présenté dans la décision modificative n° 1.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme JACQUOT. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité, au grand plaisir des associations concernées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## 10 - ACCORD DE PRINCIPE GARANTIE D'EMPRUNTS RENEGOCIES PAR ORVITIS

Afin de sécuriser son encours de dette, ORVITIS souhaite renégocier sept prêts qu'il avait souscrits, entre 1989 et 2006, auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, pour financer la construction de logements sur le territoire de la commune de Chenôve. Ces prêts indexés sur le taux du Livret A seraient remplacés, à capital égal, par des prêts à taux fixe. Le capital restant dû sur ces prêts s'élève à 2 182 669,83 €, répartis comme suit :

Objet du prêt	Dernière échéance	Capital restant dû
22 logements rue des Pétignys	2026	393 039,90
21 logements ZAC des Grands Crus	2027	475 041,01
15 logements ZAC des Grands Crus	2030	418 439,08
5 logements ZAC des Grands Crus	2030	151 616,44
7 logements avenue du 14 juillet	2026	133 484,81
20 logements avenue du 14 juillet	2026	363 332,31
4 logements rue M.Guillot	2036	247 716,38

Ces prêts avaient été garantis à 100% par la commune de Chenôve. Afin de négocier au mieux le refinancement de ces prêts, ORVITIS sollicite de la ville un accord de principe pour l'obtention de la garantie des nouveaux prêts qui se substitueront à ceux contractés précédemment.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, plus particulièrement aux articles L.2252-1 et suivants, l'octroi de la garantie effective devra faire l'objet d'une délibération ultérieure sur la base des caractéristiques précises des prêts garantis.

Vu les articles L.2252-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité Publique, Cohésion Sociale et Urbaine, et Citoyenneté en date du 12 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu le courrier d'ORVITIS en date du 28 juillet 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De donner à ORVITIS un accord de principe pour garantir les prêts à taux fixe qui se substitueront aux anciens prêts tels que répartis dans le tableau ci-dessus.**

**T. FALCONNET** – Il s'agit à la fois de la politique d'urbanisme, de peuplement, et du logement. Je donne la parole immédiatement à M. AMODEO.

**M. AMODEO** - M. le Maire, je souhaiterais faire une déclaration préalable concernant la future loi Logement. Je souhaite la faire au nom de ma sensibilité politique, de la proximité que j'ai avec les bailleurs sociaux et après avoir pris connaissance des déclarations qu'ils ont publiées dernièrement. Le gouvernement a dévoilé ce mercredi les contours de la loi Logement, cachée tout au long de la campagne présidentielle et les annonces ne laissent

plus part au doute. Cette réforme est celle de l'insécurité sociale généralisée, dans une ampleur sans précédent, une violente attaque contre les classes moyennes et les familles les plus modestes, une vision technocratique de la vie des Français dont les conséquences pour l'emploi et l'économie seront extrêmement graves.

Après à fond la précarisation de l'emploi, à fond la précarisation du toit.

Ce n'est pas moi qui parle, je cite : « C'est tout à la fois une aberration sociale, un non-sens économique et une faute politique. Le fil rouge de cette réforme est la précarisation. Avec le bail de un à dix mois, des locataires deviendront jetables, à la merci de propriétaires qui profiteront de ces périodes d'essai pour mettre en concurrence les locataires. Pour ces derniers, impossible de se stabiliser, de se projeter. Ces mêmes locataires seront frappés au portefeuille, avec la baisse annoncée des Aides personnalisées au logement (APL). Ce ne sont pas moins de 6,5 millions de bénéficiaires qui verront baisser leur pouvoir d'achat, dès le 1er octobre. Parmi eux, 800 000 étudiants. Faut-il rappeler qu'un étudiant sur quatre vit sous le seuil de pauvreté en France, et que le logement représente plus de la moitié de leur budget mensuel ? À ceux qui estiment qu'une baisse de 5 € est anecdotique, je les invite à renouer avec les réalités sociales de notre ville : une personne au RSA, une fois les dépenses courantes déduites, ne dispose que de 58 euros par mois pour vivre, moins de 2 euros par jour. Et quand le taux d'effort exigé pour le loyer est de plus de 40 %, il vous reste moins de 10 € par jour pour survivre et au bout le surendettement puis l'expulsion.

Quant à l'attaque en règle contre les bailleurs sociaux, elle constitue une escroquerie en bande organisée. Les bailleurs sociaux, contraints d'absorber jusqu'à 60 € de baisse brutale des loyers pour leurs locataires, verront leur budget diminuer de deux milliards d'euros par an. Pour de nombreux bailleurs, c'est un coup fatal porté à leur activité. »

« Pour Grand Dijon Habitat, ce sont 10 000 logements où vivent 20 000 locataires et un parc important sur le territoire de la commune. C'est près de 3,6 millions d'euros de racket par an. Mettant un coup d'arrêt à ses projets de construction de nouveaux logements ou d'éco-réhabilitation du parc ancien. Et pourtant, contrairement au CAC 40, les loyers encaissés par les 720 organismes HLM de France ne sont pas redistribués à des actionnaires, mais réinvestis à 100 % au bénéfice des locataires. Cette baisse des investissements se traduira très concrètement par une baisse de 40 % de la maintenance et par l'entretien au rabais, des chaudières plus anciennes et des ascenseurs.

Enfin, les annonces du gouvernement sont un sérieux coup porté à l'économie et en particulier au secteur du BTP. Aujourd'hui, selon les régions, les bailleurs sociaux remplissent entre 25% et 40% des carnets de commandes des entreprises du secteur. Le million de salariés du BTP appréciera. »

Certes, voilà encore un beau coup de com, l'idée de la baisse de l'APL et des loyers compensée par un effort financier demandé aux bailleurs sociaux, séduisant pour les locataires.

Mais il faut préciser que le seul et véritable objectif de cette opération n'est pas de donner du pouvoir d'achat aux ménages, c'est de faire rentrer 1 à 1,5 milliard d'euros dans les caisses de l'Etat pour continuer à financer le CICE qui redistribue des milliards aux entreprises sans aucun effet sur l'emploi et la baisse de l'ISF promise, elle, pendant la campagne du candidat MACRON.

**T. FALCONNET** – Merci, M. AMODEO. Je pense que cette déclaration peut amener à un certain nombre de réactions, de déclarations. Qui souhaiterait s'exprimer sur cette question ?

M. ESMONIN, vous avez la parole.

**J. ESMONIN** – Oui, M. le Maire. Je profite de l'intervention de M. AMODEO, et je la fais mienne, bien sûr. Pour vous citer un exemple, je discutais il y a très peu de temps avec le directeur d'un organisme HLM départemental qui me disait que cette opération, qui normalement avec cette baisse de 5 € et de 60 € en revenus pour l'Office départemental qui ne lui seront plus attribués, vont amener chez lui les conditions suivantes. Chaque année, il investit environ 4 millions d'euros dans la maintenance de ses bâtiments, de son patrimoine. Avec ces mesures, cette masse va être amputée de 3 millions d'euros. Il ne lui restera plus

qu'un million d'euros pour assurer la maintenance de son patrimoine, ce qui va inmanquablement créer une insatisfaction des locataires. Il est scandaleux de faire supporter par les bailleurs une mesure d'économie absolument insolente de la part de ce gouvernement.

**T. FALCONNET** – Merci, M. ESMONIN. Je crois que pour l'ensemble des organismes HLM sur le territoire métropolitain, c'est 7 millions d'euros de manque, et autant en moins pour les rénovations, les requalifications et l'entretien. Il s'agit peut-être aussi en terme de médiation, puisque je vous rappelle que l'association Grand Dijon Médiation, si elle est financée par les communes, elle est aussi très largement financée par les bailleurs, et peut-être que ces derniers feront le choix, demain, de ne plus financer l'association de médiation. Peut-être qu'ils feront le choix de ne plus entretenir leur patrimoine. Et peut-être qu'ils feront le choix, et ça nous concerne directement en matière de requalification urbaine, d'abandonner, par exemple, le programme de requalification de l'îlot Renan. C'est une vraie catastrophe annoncée et à terme, vous parliez M. ESMONIN de l'avenir incertain des communes, c'est peut-être la mort programmée du mouvement HLM, au profit d'organismes beaucoup plus lucratifs qui ont les reins autrement plus solides que ceux des offices HLM, et on les connaît. M. AUDARD a demandé la parole.

**P. AUDARD** – Oui, très brièvement, pour d'abord m'associer à la déclaration qui a été faite, je le précise, au nom de la majorité municipale, donc notre convergence est naturellement totale. Je voudrais donner cet élément d'information complémentaire : les Livrets A ont vu leur taux d'intérêt bloqué à 0,75 %, cela prouve au moins que l'on peut limiter dans certains domaines le montant des intérêts perçus par ceux qui investissent, mais le problème du Livret A est qu'il est à destination du logement social, et que tout s'inscrit dans une cohérence de paupérisation où l'on prend à ceux qui ont peu pour ne pas redonner à ceux qui ont très peu. De mon point de vue, il y a un problème moral qui s'ajoute au problème politique.

**T. FALCONNET** – Merci, M. AUDARD. Si vous le voulez bien, M. AMODEO, nous présenter succinctement la délibération, puisqu'il s'agit de renégociations d'emprunts par ORVITIS ;

**M. AMODEO** – Merci, M. le Maire. Bien sûr. Il s'agit, chers collègues, de donner notre accord de principe sur la garantie d'emprunts renégociés par ORVITIS, notre principal bailleur social sur la commune.

*Lecture de la délibération.*

**T. FALCONNET** – Merci, M. AMODEO. C'est une tradition à Chenôve que le Conseil Municipal autorise à garantir les prêts des offices HLM, et notamment d'ORVITIS. Y a-t-il des oppositions sur cette délibération ? Des abstentions ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## **11 - SUBVENTION AU CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES (CIDFF) DE CÔTE D'OR - PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENOVE ET LE CIDFF**

Les principaux objectifs du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Côte d'Or (CIDFF) sont de développer et favoriser l'accès à l'information des femmes et des familles ainsi que de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

L'association met à disposition des habitants de la commune de Chenôve, ayant besoin d'informations juridiques en droit de la famille ou en droit du travail des juristes professionnels ainsi qu'un secrétariat qui les oriente vers les structures compétentes en matière de droit de la consommation, d'aides sociales ou humanitaires, de logement, de violences, d'emploi, de formation...

Le CIDFF réalise annuellement 47 permanences à la Maison de la justice et du droit de Chenôve.

Compte tenu de l'importance et de l'intérêt de l'action conduite par le CIDFF, la commune de Chenôve souhaite continuer à soutenir l'activité de l'association en apportant une aide financière.

C'est dans ces conditions, et afin d'identifier et poser les modalités de leurs engagements réciproques, que la commune de Chenôve et le CIDFF souhaitent conclure une nouvelle convention de partenariat d'une durée de 3 ans.

Ainsi, l'association s'engagerait en particulier à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à une information juridique en droit de la famille ou en droit du travail qui répond aux besoins des habitants de la commune de Chenôve.

En contrepartie la commune de Chenôve soutiendrait financièrement la réalisation de cet objet qui s'inscrit pleinement dans la politique de développement social mise en œuvre par la commune de Chenôve. A cet effet, elle verserait une subvention annuelle d'un montant de 2 000 €, sous réserve du vote annuel des crédits par le Conseil Municipal.

Vu l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet de convention de partenariat joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 12 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la signature de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve et le CIDFF dans les conditions définies ci-dessus et plus particulièrement d'attribuer une subvention annuelle de 2 000 € au CIDFF, sous réserve du vote des crédits par le Conseil Municipal,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Une subvention au Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles de Côte-d'Or, qui perpétue le partenariat entre la commune de Chenôve et le CIDFF.

M. AUDARD, vous avez la parole.

**P. AUDARD** – Oui, M. le Maire, mes chers collègues, cette délibération a pour objectif de reconduire, comme vous venez de le dire, la convention de partenariat entre la ville de Chenôve et le Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles de Côte-d'Or, et s'inscrit plus largement dans la politique que développe notre ville en terme de tranquillité publique sur les problèmes de violences faites aux femmes.

*Lecture de la libération.*

**T. FALCONNET** – Merci M. AUDARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette subvention, qui est importante ?

**P. AUDARD** – Je précise, M. le Maire, si vous me l'autorisez, que nous faisons le constat d'une montée des violences conjugales, notamment dans des couples de plus en plus jeunes et que ces situations touchent généralement des familles qui ont de jeunes enfants. C'est une réalité statistique sur laquelle il faut être dans la prévention.

**T. FALCONNET** – Merci M. AUDARD. C'est ce que j'allais effectivement dire, il n'y a pas que les rodéos de moto et les problèmes de circulation routière, il y a aussi des choses qui sont moins visibles, mais tout aussi dramatiques. Tous les trois jours, en France, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Le fait que la Maison de la Justice et du Droit accueille ces femmes en manque d'informations et en manque de soutien est une très bonne chose, et c'est encore mieux que ce soit à Chenôve.

Je vous demande donc d'accepter le principe de cette subvention. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

28 POUR

## CULTURE

### 12 - GRATUITÉ DES DROITS D'INSCRIPTION BIBLIOTHÈQUE F. MITTERRAND

Puissant vecteur d'émancipation, clé de tant de richesses intérieures, les bibliothèques permettent d'imaginer, de comprendre, de rêver, de penser, d'affirmer notre identité mais aussi notre citoyenneté. Les bibliothèques, garantes de l'égalité dans l'accès à la lecture, au savoir, constituent l'un des piliers de notre démocratie. Les bibliothèques demeurent d'incontournables lieux d'appropriation, de consolidation et d'acquisition de compétences.

L'évolution des modes de vie et des pratiques culturelles des Français suscite de nouvelles attentes à leur égard : ouverture adaptée aux rythmes de vie, accueil de publics peu familiers de la lecture et de la culture, diversification plus grande des collections, gratuité de l'offre.

Selon le Manifeste de l'Unesco consacré au bibliothèque de 1994, la gratuité des droits d'inscription est un principe incontournable pour garantir l'égal accès de tous à la lecture publique.

La commune de Chenôve se doit de prendre en compte ces évolutions pour mieux répondre aux attentes de nos concitoyens, et accompagner la bibliothèque François Mitterrand dans ces mutations pour lui permettre de continuer à remplir leur vocation. Fière de ses 2 641 inscrits générant 118 994 emprunts depuis le début de l'année 2017, la Bibliothèque François Mitterrand est un équipement de qualité proposant aux usagers une grande diversité de services et un fonds documentaire reconnu au sein du bassin de vie de Dijon Métropole et à l'échelle de la grande région.

Comme l'ensemble des équipements de lecture publique, elle doit faire face à l'évolution des pratiques culturelles des français fortement modifiées à l'ère des pratiques numériques mais aussi à la grande diversité sociologiques des publics de Chenôve.

Jusqu'à ce jour, la Bibliothèque-Médiathèque François MITTERRAND accordait la gratuité à tous les enfants ou jeunes de moins de 18 ans habitant ou scolarisés à Chenôve, ainsi qu'aux personnes adultes au chômage et bénéficiaires du RSA ou de l'allocation adulte handicapé.

Pour poursuivre le développement de ses publics la lutte contre les inégalités d'accès à l'offre culturelle, la commune de Chenôve propose d'étendre la gratuité des droits d'inscriptions, au 1<sup>er</sup> octobre 2017, à l'ensemble des usagers de la Bibliothèque-Médiathèque.

La gratuité permettrait d'augmenter sensiblement le nombre d'inscrits-emprunteurs, ce qui relève de la mission principale des bibliothèques. La gratuité favoriserait aussi la recomposition des publics ; en provoquant presque mécaniquement la hausse des inscriptions des adultes et une représentation plus fidèle des usagers de la bibliothèque rapportée à la place qu'ils ont dans leur ville.

Etant précisé que la gratuité ne porterait que sur les droits d'inscription, ne remettant donc pas en cause les droits de copie et pénalités de retard.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De décider de la gratuité des droits d'inscription de la Bibliothèque François Mitterrand à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 pour l'ensemble des usagers,

**ARTICLE 2 :** Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Mme CROS, pour une série de délibérations culturelles. Nous commençons par la gratuité des droits d'inscription à la bibliothèque François Mitterrand. Mme CROS, vous avez la parole.

*Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette bonne nouvelle pour les lecteurs de la bibliothèque François Mitterrand ?

Pas de demande d'intervention, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, c'est adopté à l'unanimité, et c'est une très bonne mesure.

Je me permets juste de préciser, ce n'est pas parce que Dijon l'a fait que Chenôve le fait, parce que de mauvais esprits pourraient penser que nous copions tout sur la ville-centre. C'est tout simplement qu'autour de nous, les bibliothèques sont gratuites et on a assisté à un paradoxe, c'est-à-dire que des habitants de Chenôve pouvaient être tentés d'aller ailleurs s'inscrire à une bibliothèque gratuite et que la ville perdait donc mécaniquement des lecteurs. Merci, Mme CROS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

### 13 - ADHESION A L'ASSOCIATION IMAGES EN BIBLIOTHEQUES

L'association Image en bibliothèques accompagne les pratiques des bibliothécaires pour la diffusion de film et la médiation auprès des publics, encourage la réflexion sur l'évolution du métier, favorise les échanges interprofessionnels, facilite la mutualisation des expériences, et représente le réseau auprès des partenaires.

Partenaire historique de la manifestation nationale « Le mois du film documentaire », l'adhésion à cette association permettrait à la commune de Chenôve de bénéficier de nombreux services liés au festival (primauté sur la venue de réalisateurs, tarifs préférentiels, formation etc.).

La cotisation annuelle à l'Association Images en Bibliothèques s'élève à 110 €.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'adhésion à l'association Images en Bibliothèques aux conditions ci-dessus exposées,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Autre délibération sur l'Adhésion à l'Association images en bibliothèques. La lecture est à l'honneur.

*Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.*

**T. FALCONNET** – Merci Mme CROS. Donc, si j'ai bien compris, M. BORDET s'en va, mais le mois du doc continue.

**M.-P. CROS** – Oui, et puis c'est organisé différemment et je suis très contente que les organismes culturels travaillent ensemble.

**T. FALCONNET** – Très bien, mais nous poursuivons la collaboration avec M. BORDET sous d'autres formes.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

#### **14 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA COTE D'OR ET LA VILLE DE CHENOVE - SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**

Dans le cadre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDEA), le Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) de Musique, de Danse et de Théâtre de la commune de Chenôve est classé au niveau 3, soit le plus élevé, depuis 2002.

Le Conseil Départemental de la Côte d'Or a fixé par délibération de décembre 2016 le cadre du 4<sup>ème</sup> schéma 2017/2021 et s'est fixé pour objectif d'accompagner les établissements d'enseignements artistiques des communes dans leurs efforts pour mieux répondre aux besoins de la population. Il s'agira en particulier de :

- **favoriser un enseignement de qualité** en veillant à la qualification des enseignants artistiques et en accompagnant leur réflexion sur leurs pratiques pédagogiques et artistiques ;
- **démocratiser l'accessibilité des établissements à tous les publics** en favorisant la mise en œuvre de tarifications accessibles au plus grand nombre, en incitant les élèves à poursuivre une pratique au sein des établissements, en améliorant l'accessibilité de tous les publics (adultes, personnes âgées, isolées, handicapées, en insertion,...) et en développant les partenariats avec les structures sociales et éducatives ;
- **inciter les établissements à s'ouvrir à de nouvelles disciplines**, encourager la mise en œuvre de projets pluridisciplinaires et favoriser le développement d'esthétiques diversifiées afin d'encourager une meilleure adéquation entre l'offre et la demande ;
- **animer le réseau des établissements d'enseignement artistique** en favorisant la circulation de l'information tant pour les directeurs que pour les enseignants et en développant les partenariats inter-établissements à l'échelle départementale et infra-départementale.

Pour permettre une ventilation équitable des crédits affectés, le Conseil Départemental a défini une grille d'évaluation. Cet outil a permis de constater que le CRC de Chenôve remplit toutes les conditions de maintien à ce niveau de classement.

Une convention de partenariat pluriannuelle entre le Conseil Départemental de la Côte d'Or et la commune de Chenôve précise les modalités de ce soutien. Dans le cadre de ladite convention, qui entrerait en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et s'achèverait au 31 décembre 2021, le Conseil Départemental s'engagerait à soutenir la commune de Chenôve par l'attribution d'une subvention annuelle dont le montant serait pour l'année 2017 de 67 000 €.

Pour les années suivantes, l'aide du Conseil Départemental serait soumise à une décision de l'Assemblée Départementale ou de la Commission Permanente.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la grille d'objectifs du Schéma Départemental des**

**Enseignements Artistiques pour 2017/2021, telle que jointe en annexe,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre le Conseil Départemental et la commune de Chenôve dans les conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 3 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Toujours Mme CROS pour l'autorisation de signature de la convention de partenariat entre le Conseil Départemental de la Côte d'Or et la ville de Chenôve pour le Schéma départemental des enseignements artistiques. Mme CROS vous avez la parole.

*Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.*

**T. FALCONNET** – Merci Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération, importante pour notre Conservatoire à Rayonnement Communal ? Vous auriez pu me poser la question, et demain avec le transfert de compétence du Département à la Métropole ? Et je vous réponds que effectivement c'est une compétence qui va être transférée à la Métropole et que nous aurons à travailler avec les services métropolitains sur la mise en réseau, vraisemblablement, des conservatoires et écoles de musique sur Dijon et les communes de la Métropole. Nous y travaillons avec l'Adjointe à la culture, avec le Directeur des Affaires Culturelles et le Directeur du Conservatoire.

Pas d'interventions sur cette délibération ? Donc, je mets au voix. Qui est contre l'adoption de cette délibération ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## **15 - SOUTIEN AU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT COMMUNAL - DEMANDE DE SUBVENTION A LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

Le Ministère de la Culture a mis en place un plan de soutien à l'éducation artistique et culturelle en faveur des conservatoires. L'objectif est d'accompagner le changement de paradigme en cours au sein des établissements d'enseignement artistique : l'enseignement artistique spécialisé repose désormais sur des missions de formation des citoyens par l'art et à l'art, tout en créant les conditions adaptées pour pérenniser les enseignements à visée professionnelle. De plus, les conservatoires doivent jouer un rôle d'acteur culturel à part entière sur les territoires au croisement de l'exigence artistique et de l'ancrage territorial.

Dans cette perspective, un cahier des charges présidant à l'engagement financier de l'Etat a été élaboré sur la base d'une concertation avec les collectivités territoriales et les élus dans le cadre du Conseil des Collectivités Territoriales pour le Développement Culturel (C.C.T.D.C).

Les axes présentés ci-dessous conditionnent donc l'attribution des aides de l'Etat aux conservatoires classés sur la base de leur projet d'établissement :

- 1/ Mettre en œuvre une tarification sociale,
- 2/ Favoriser le renouvellement des pratiques pédagogiques,
- 3/ Accompagner la diversification de l'offre artistique,
- 4/ Encourager le développement des réseaux et des partenariats.

Ces financements ne remettent pas en cause le classement de l'établissement.

Le Conservatoire à Rayonnement Communal de la ville développe largement les axes du ministère, il est donc proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention à hauteur de 14 000 € auprès de la DRAC Bourgogne-Franche-Comté.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1er : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention de 14 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté pour soutenir l'action du Conservatoire à Rayonnement Communal en matière d'éducation artistique et culturelle.**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Soutien au Conservatoire à Rayonnement Communal – Demande de subvention à la DRAC de Bourgogne Franche-Comté. Mme CROS vous avez encore une fois la parole.

**M.-P. CROS** – J'espère que cela ne vous déplaît pas, M. le Maire

**T. FALCONNET** – Mais c'est un plaisir Madame CROS. Je vous en prie allez-y.

*Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS*

**T. FALCONNET** – Merci Mme CROS. Je pense que personne ne s'opposera à ce qu'on demande une subvention de 14 000 €. pour le fonctionnement du Conservatoire.

Pas de demandes d'intervention ? Bien, je mets aux voix : qui est contre la demande de subvention ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## **16 - ORCHESTRE SYMPHONIQUE INTER-ECOLES DE MUSIQUE DE CÔTE D'OR - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE ET DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE CÔTE D'OR**

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque élève se construit de l'école primaire au lycée dans la complémentarité des temps scolaires et périscolaires, d'une part ; des enseignements et des actions éducatives, d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et compétences que l'élève a acquises, des pratiques qu'il a expérimentées et des rencontres qu'il a faites dans les domaines des arts et de la culture.

Chargée par le Conseil Départemental de piloter l'Orchestre Symphonique Inter-Ecoles de Musique de Côte d'Or (OSIEM), la commune de Chenôve mobilise par l'action de son Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) un réseau d'une dizaine d'établissements d'enseignement artistique de Côte d'Or. Près de quatre-vingt musiciens, élèves et professeurs, participent à cette nouvelle saison de l'OSIEM. Un concert de cet ensemble sera organisé au Cèdre le 6 avril 2018 autour des musiques américaines contemporaines. L'OSIEM bénéficie du parrainage de l'Orchestre Victor Hugo Franche-Comté et de son chef Jean-François VERDIER.

Le bilan financier et d'activité 2016-2017 ainsi que le budget prévisionnel pour 2017-2018 de l'OSIEM sont joints en annexe de la présente délibération,

Ainsi, pour permettre le bon déroulement de la saison de l'OSIEM, la commune de Chenôve sollicite :

- une subvention de 10 000 € auprès du Conseil Départemental de la Côte d'Or,
- une subvention de 9 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Bourgogne-Franche-Comté.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 Septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès du Conseil Départemental de Côte d'Or et de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté dans les conditions définies ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Encore une demande de subvention, Mme CROS toujours, pour l'O.S.I.E.M. Vous avez la parole, Mme CROS.

*Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.*

**T. FALCONNET** – Bien. Des demandes d'intervention sur cette belle collaboration ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est

adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## **17 - ADHESION DE LA VILLE DE CHENOVE A L'ASSOCIATION ORCHESTRE A L'ECOLE**

L'Association Orchestre à l'Ecole propose un soutien financier aux initiatives « orchestres à l'école » (O.A.E). Elle consacre ainsi près de la moitié de ses budgets au financement des nouveaux orchestres par l'achat de parcs instrumentaux. Elle répartit le reste du budget sur les missions de soutien aux orchestres.

En particulier, elle propose un accompagnement aux porteurs de projets dans toutes leurs démarches, à travers des services et des outils « clé en main » adaptés aux spécificités de chaque orchestre. Forte de son expérience et de son expertise, l'association sensibilise le grand public et les décideurs à l'intérêt culturel, éducatif et social des orchestres à l'école.

Elle encourage la création d'orchestres partout où le contexte s'y prête, en accordant une attention particulière aux quartiers défavorisés. L'association est signataire d'une convention cadre avec le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de la Culture et le Ministère de la Ville.

La cotisation annuelle à l'association Orchestre à l'Ecole s'élève à 100 €.

Considérant l'engagement de la commune de Chenôve et la mobilisation des écoles Gambetta et Violettes en faveur des O.A.E,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'adhésion à l'association Orchestre à l'Ecole aux conditions ci-dessus exposées,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Nous changeons d'oratrice pour l'adhésion de la ville de Chenôve à l'Association Orchestre à l'Ecole et c'est Mme BOILEAU qui va nous présenter cette délibération. Mme BOILEAU vous avez la parole.

*Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.*

**T. FALCONNET** – Merci Mme BOILEAU. Des demandes d'intervention sur cette belle action menée par trois directions de la ville sur le mode projet et mutualisation ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## **18 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENOVE ET LA DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE CÔTE D'OR - DISPOSITIF ORCHESTRE A L'ECOLE - ECOLE GAMBETTA**

La commune de Chenôve et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Côte d'Or décident d'une part de poursuivre le partenariat initié en 2011, d'un «Orchestre à l'École», au sein de l'école élémentaire « Les Violettes » et d'autre part d'implanter un « Orchestre à L'école » au sein de l'école élémentaire « Gambetta ».

Les objectifs de ce nouveau partenariat pour les années scolaires 2017/2018, 2018/2019 et 2019/2020 seraient les suivants :

- Renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- Permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- Mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- Etablir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire,
- Faciliter l'accès des jeunes à l'ensemble de l'offre culturelle autonome de futurs citoyens.

Au sein de l'école élémentaire «Gambetta» à Chenôve, le dispositif viserait à assurer un enseignement réparti ainsi :

- 1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 30 semaines, soit 45 heures/année scolaire, dans les locaux du Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique, de Danse et de Théâtre (CRC), de pratique de l'instrument avec un professeur de musique, et de pratique d'orchestre sous la direction d'un ou plusieurs enseignants du CRC,

- 1h hebdomadaire, sur le temps des activités pédagogiques complémentaires, dans les locaux scolaires, sur une période de 30 semaines, soit 30heures/année scolaire sous la conduite des professeurs des écoles concernés et d'un musicien du CRC, pour des petits groupes d'élèves pour lesquels les parents auront donné leur accord. La pratique instrumentale aura lieu pour tous les élèves, en alternance avec les activités habituelles des activités pédagogiques complémentaires.

La convention de partenariat fixerait les modalités de l'action ainsi que les responsabilités des parties prenantes au projet.

Ainsi, la commune de Chenôve en assurerait la maîtrise d'ouvrage, le fonctionnement par l'intervention des enseignants du CRC, fournirait et garantirait les instruments et l'ensemble du matériel nécessaire à la pratique, se porterait garant de la qualité de l'enseignement et s'assurerait que les intervenants ont les qualifications et les agréments nécessaires.

Pour sa part, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de Côte d'Or mobiliserait les équipes éducatives et les professeurs, apporterait l'expertise de ses corps d'inspection, s'engagerait à aménager les emplois du temps des élèves de telle sorte qu'ils puissent recevoir, sur le temps scolaire, leur enseignement en formation instrumentale et orchestrale.

Un groupe de pilotage serait constitué réunissant l'ensemble des partenaires.

La convention prendrait effet à la date de sa signature et serait effective pour trois années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019/2020.

Aucune contrepartie financière ne serait perçue.

Vu la convention de partenariat « Orchestre à l'école - Gambetta » jointe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1er : D'autoriser la signature de la convention de partenariat relative au dispositif Orchestre à l'Ecole à l'Ecole Gambetta entre la commune de Chenôve et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale du département de la Côte d'Or pour trois années scolaires (2017/2018, 2018/2019, 2019/2020) aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** - La signature de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve et la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Côte d'Or. Toujours pour le dispositif orchestre à l'école, cette fois-ci pour l'école Gambetta. Je vous propose d'aller, tout de suite aux attendus Mme BOILEAU puisque vous nous avez présenté de manière très exhaustive la délibération.

*Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.*

**T. FALCONNET** - Merci Mme BOILEAU. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette autorisation de signature ? Mme RICHARD vous avez la parole.

**S. RICHARD** - Juste pour vous signaler, M. le Maire, une coquille dans la délibération. Il s'agit du groupe scolaire Gambetta et non des Violettes qui fait l'objet de la délibération suivante.

**J. BOILEAU** – Je viens de le voir en la lisant.

**T. FALCONNET** – Merci Mme RICHARD. Il s'agit donc bien du dispositif orchestre à l'école pour l'école Gambetta. C'est le problème des copier/coller, quand c'était écrit à la plume, on faisait attention.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## **19 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENOVE ET LA DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE CÔTE D'OR - DISPOSITIF ORCHESTRE A L'ECOLE - ECOLE DES VIOLETTES**

La commune de Chenôve et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Côte d'Or décident de poursuivre l'implantation, initiée en 2011, d'un «Orchestre à l'École», sur le territoire communal, au sein de l'école élémentaire « Les Violettes ».

Les objectifs de ce partenariat renouvelé pour les années scolaires 2017/2018, 2018/2019 et 2019/2020 seraient les suivants :

- Renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- Permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- Mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- établir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire,
- faciliter l'accès des jeunes à l'ensemble de l'offre culturelle autonome de futurs citoyens.

Au sein de l'école élémentaire «Les Violettes» à Chenôve, le dispositif viserait à assurer un enseignement réparti ainsi :

- 1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 30 semaines, soit 45 heures/année scolaire, dans les locaux du Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique, de Danse et de Théâtre (CRC), de pratique de l'instrument avec un professeur de musique, et de pratique d'orchestre sous la direction d'un ou plusieurs enseignants du CRC,

- 1h hebdomadaire, sur le temps des activités pédagogiques complémentaires, dans les locaux scolaires, sur une période de 30 semaines, soit 30heures/année scolaire sous la conduite des professeurs des écoles concernés et d'un musicien du CRC, pour des petits groupes d'élèves pour lesquels les parents auront donné leur accord. La pratique instrumentale aura lieu pour tous les élèves, en alternance avec les activités habituelles des activités pédagogiques complémentaires.

La convention de partenariat fixerait les modalités de l'action ainsi que les responsabilités des parties prenantes au projet.

Ainsi, la commune de Chenôve en assurerait la maîtrise d'ouvrage, le fonctionnement par l'intervention des enseignants du CRC, fournirait et garantirait les instruments et l'ensemble du matériel nécessaire à la pratique, se porterait garant de la qualité de l'enseignement et s'assurerait que les intervenants ont les qualifications et les agréments nécessaires.

Pour sa part, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de Côte d'Or mobiliserait les équipes éducatives et les professeurs, apporterait l'expertise de ses corps d'inspection, s'engagerait à aménager les emplois du temps des élèves de telle sorte qu'ils puissent recevoir, sur le temps scolaire, leur enseignement en formation instrumentale et orchestrale.

Un groupe de pilotage serait constitué réunissant l'ensemble des partenaires.

La convention prendrait effet à la date de sa signature et serait effective pour trois années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019/2020.

Aucune contrepartie financière ne serait perçue.

Vu la convention de partenariat « Orchestre à l'école -Ecole des Violettes » jointe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la signature de la convention de partenariat relative au dispositif Orchestre à l'Ecole à l'Ecole des Violettes entre la commune de Chenôve et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale du département de la Côte d'Or pour trois années scolaires (2017/2018, 2018/2019, 2019/2020) aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Même délibération pour l'école des Violettes.

**J. BOILEAU** – Oui, exactement la même.

*Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. Donc, je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

## **20 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE CHENOVE, L'ASSOCIATION ORCHESTRE A L'ECOLE ET LA LUTHERIE BEAUFORT**

L'Association Orchestre à l'École a pour objet le développement de la pratique de la musique au sein des établissements scolaires, notamment à travers toutes actions permettant la création, le financement, le développement et la diffusion des orchestres à l'école.

Ce partenariat permet également la mise en réseau des différents acteurs de l'Education artistique et culturelle pour permettre une alimentation régulière des réflexions de chacun grâce à un retour continu des expériences menées au sein des établissements scolaires.

Par ailleurs, l'association acquiert des parcs instrumentaux destinés exclusivement aux projets dits « orchestres à l'école » mis en place au sein des établissements scolaires. L'Association se charge de choisir les orchestres ou projets d'orchestre bénéficiaires de la mise à disposition de ces instruments. Le choix des projets s'effectue, sur examen des dossiers fournis par les orchestres, par un comité réunissant des experts de l'éducation nationale, de la culture et du dispositif Orchestre à l'École.

Une convention de partenariat entre la commune de Chenôve, l'association Orchestre à l'Ecole et la lutherie Beaufort permettrait la mise en œuvre du projet « Orchestre à l'Ecole à l'école élémentaire Gambetta », plus particulièrement en mettant à disposition de la collectivité un parc instrumental à destination des élèves.

Ladite convention prendrait effet à la date de signature des parties. Elle serait conclue pour une durée d'une année scolaire et reconduite tacitement, pour chaque année scolaire. Etant précisé que sa durée ne pourrait excéder six années scolaires soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022/2023. Par ailleurs, dès lors que le projet perdurait au-delà de 6 ans, le parc instrumental serait définitivement cédé, à titre gratuit, à la commune de Chenôve.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la signature de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve, l'association Orchestre à l'Ecole et la lutherie Beaufort dans les conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Point 20, autorisation de signature de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve, l'Association Orchestre à l'école et la lutherie Beaufort. C'est toujours Mme BOILEAU qui a la parole. Je vous en prie, allez-y.

*Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.*

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette

délibération ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## 21 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT COMMUNE DE CHENOVE - FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN DE BOURGOGNE

Les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) sont des collections publiques d'art contemporain créées en 1982 dans le cadre de la politique de décentralisation mise en place par l'État avec les nouveaux conseils régionaux pour permettre à l'art d'aujourd'hui d'être présent dans chaque région de France. Leur mission première est de constituer une collection, de la diffuser auprès des différents publics et d'inventer des formes de sensibilisation à la création actuelle.

Aujourd'hui, les collections des FRAC rassemblent 26 000 œuvres de 4 200 artistes autant français qu'étrangers. Contrairement aux musées ou aux centres d'art, les FRAC ne peuvent être identifiés à un lieu unique d'exposition. Patrimoines essentiellement nomades et outils de diffusion et pédagogiques originaux, les collections des FRAC voyagent en France et à l'international. Chaque année, un tiers de leurs œuvres sont présentées au public. Ce principe de mobilité les définit comme d'indispensables acteurs d'une politique d'aménagement culturel du territoire visant à réduire les disparités géographiques, sociales et culturelles et à ainsi faciliter la découverte de l'art contemporain par des publics les plus diversifiés.

La Bourgogne s'est dotée au fil des années d'un riche fonds régional d'art contemporain. A partir d'un corpus à haute valeur historique, la politique d'acquisition est devenue plus attentive à la jeune création et les activités de diffusion se sont intensifiées.

La commune de Chenôve ayant souhaité mettre en œuvre un programme d'exposition de qualité au Cèdre, un premier partenariat avec le FRAC de Bourgogne fut mis en œuvre, la saison dernière. La première édition de « Le FRAC s'invite au Cèdre » a mobilisé 18 988 visiteurs.

Pour la seconde fois, le FRAC de Bourgogne et la commune de Chenôve s'associeraient et proposeraient aux habitants de Chenôve, aux spectateurs et usagers du Cèdre, aux élèves des établissements scolaires, de poursuivre la découverte de la collection du FRAC de Bourgogne amorcée durant la saison 2016-2017.

Des sculptures importantes tant par leurs dimensions que par leur richesse artistique seraient exposées dans le hall du Cèdre.

Dans le cadre de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve et le FRAC, ce dernier installerait au Cèdre, à titre gracieux, des œuvres de sa collection :

- du 27 novembre au 22 décembre 2017 : Jean-Pierre PINCEMIN , Mikado, 1994,
- du 26 février au 26 mars 2018 : Jean-Luc VILMOUTH, Construction, 1985,
- du 2 au 31 mai 2018 : Jean DUPUY, Lazy Suzan, 1979.

Comme l'année passée, des moments de médiation seraient organisés pour les scolaires de la petite section de maternelle à la terminale, mais aussi à destination du public adulte. Des documents pédagogiques seraient remis aux enseignants et un livret jeux aux enfants.

Réelle invitation à l'échange, à l'écoute et à la compréhension, ces visites commentées, rencontres sensibles avec une œuvre, sont accessibles à tous, grands et petits chacun étant invité avant tout à ressentir et partager.

Vu le projet de convention de partenariat annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre

2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'autoriser la signature de la convention de partenariat entre la commune de Chenôve et le FRAC Bourgogne,

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**T. FALCONNET** – Autorisation de signature de la convention de partenariat commune de Chenôve – Fonds régional d'art contemporain de Bourgogne.

Là aussi c'est une mise à disposition de l'art contemporain à toute la population de Chenôve et c'est une bonne chose. Mme CROS, vous avez la parole.

*Lecture de la délibération par Mme Marie-Paule CROS.*

**T. FALCONNET** – Merci Mme CROS. Effectivement c'est au Cèdre, c'est à Chenôve que cela se passe. Tout le monde peut avoir accès dans ce beau hall du Cèdre qui a été transformé en espace d'exposition, de diffusion artistique, pas seulement de diffusion de musique, le Cèdre, en un lieu où effectivement les habitants peuvent venir gratuitement contempler des œuvres d'art contemporain même si cela les dérange parfois.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas donc qui est contre cette convention ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Il en est ainsi décidé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## **22 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT "PASSEURS D'IMAGES" AVEC L'UDMJC 21**

« Passeurs d'images », dispositif d'éducation à l'image, regroupe près de 400 coordinations locales, 27 coordinations régionales et une coordination nationale, ainsi que des partenaires nationaux et régionaux, des collectivités territoriales, des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, des associations caritatives...

« Passeurs d'images » propose, hors temps scolaire, des projets d'action culturelle cinématographique et audiovisuelle en direction des publics, prioritairement les jeunes, qui, pour des raisons sociales, géographiques ou culturelles, sont éloignés d'un environnement, de pratiques et d'une offre cinématographiques et audiovisuels.

Ce dispositif allie deux actions complémentaires : le voir et le faire, la diffusion et la pratique.

Ces projets répondent à des objectifs précis : meilleur accès aux pratiques cinématographiques, éducation à l'image, sensibilisation à la diversité culturelle, lutte contre les discriminations. Ils mobilisent dans une stratégie globale plusieurs partenaires sur un territoire, et sur le long terme.

L'UDMJC 21 (Union Départementale des Maisons des jeunes et de la culture de la Côte d'Or) en assure la coordination régionale pour l'année 2017. Cette opération se décline sur Chenôve par une politique de réduction tarifaire (chèques de réduction), par une projection gratuite en plein air, par des projections de films suivis de débats, par des actions de formation et de sensibilisation encadrées par des professionnels, en collaboration avec la MJC de Chenôve soit précisément :

2 ateliers de pratique audiovisuelle ;  
1 séance de cinéma plein air ;  
5 séances de cinémas suivies d'un débat organisé à la MJC de Chenôve.

Vu la convention de partenariat jointe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 14 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat avec l'UDMJC21, coordinateur de l'opération « Passeurs d'Images », pour l'année 2017, aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Autorisation de signature de la convention de partenariat « passeurs

d'images » avec l'UDMJC 21 et c'est toujours Mme CROS qui va nous présenter cette délibération.

*Lecture de la délibération par Mme CROS.*

**T. FALCONNET** - La poursuite d'une belle collaboration avec l'UDMJC, la MJC, dont la Présidente est présente dans la salle et que je salue. M. FOUAD je crois que vous avez quelque chose à nous dire.

**S. FOUAD** – Oui, je voudrais intervenir déjà tout d'abord l'UDMJC assure la coordination depuis plusieurs années et pas que depuis 2007. Ensuite, en tant que salarié de l'UDMJC 21 je demande à ne pas participer au vote.

**T. FALCONNET** – Merci M. FOUAD. Effectivement c'est une précision importante. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

27 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FOUAD

## DOMAINE ET PATRIMOINE

### 23 - VENTE D'UN LOCAL A USAGE DE GARAGE RUE PAUL BERT

La commune est propriétaire d'un local situé entre le n°26 bis et le n°28 rue Paul Bert, initialement utilisé comme garage par les pompiers communaux et plus récemment à usage de stockage.

Ledit local d'environ 70 m<sup>2</sup> n'étant à présent plus utile à la collectivité, le principe d'une cession au mieux disant a été retenue.

Cinq personnes ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition de ce local.

La proposition de Monsieur et Madame DROUIN Emmanuel portant sur un montant de 51 500 euros, offre la plus élevée, a été retenue.

Pour précision, il a été convenu de ne céder que l'emprise stricte du bâti de cet édifice. Celui-ci étant actuellement implanté sur la parcelle AB 26 incluant un local transformateur et un tènement foncier, une division parcellaire sera requise.

Les frais de géomètre nécessaires pour cette opération seront à la charge de la commune, les frais notariés étant pris en charge par l'acquéreur.

Considérant les caractéristiques de cette opération,

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de France Domaine en date du 12 mai 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

Vu le plan joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la cession de ce bâtiment à Monsieur et Madame DROUIN Emmanuel aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant, et en tant que de besoin, tous documents d'urbanisme nécessaires à l'aboutissement de ce projet,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Vente d'un local à usage de garage rue Paul Bert.

C'est M. AMODEO qui va nous présenter cette délibération ainsi que la méthode qui nous amène à cette délibération.

*Lecture de la délibération par M. Martino AMODEO.*

**T. FALCONNET** – Merci M. AMODEO. C'est un local, pour la petite histoire, qui devait nous coûter 35 000 € pour sa démolition puisque nous en avons pris la décision et que les travaux de désamiantage nous auraient amené à cette somme. Et puis, ayant eu plusieurs

manifestations d'intérêt, je me suis trouvé un peu embêté puisque quand vous avez plusieurs acheteurs, comment faire ? Donc nous avons, effectivement, demandé une expertise du service des domaines et nous avons demandé sur la base de cette expertise aux acheteurs putatifs de nous faire une proposition. Et c'est le plus offrant qui a obtenu satisfaction et pas celui qui connaissait le mieux le Maire ou qui avait des relations cordiales avec lui. Voilà, cela s'appelle l'équité.

Je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité.

Je remercie le Directeur Général des Services qui a suivi cette affaire avec beaucoup d'attention, soucieux qu'il est des finances communales et surtout de ses recettes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**

28 POUR

## 24 - INSCRIPTION A L'ETAT D'ASSIETTE DESTINATION DES COUPES EXERCICE 2018

Dans le cadre de la gestion des forêts des collectivités relevant du régime forestier, l'Office National des Forêts est tenu de porter à la connaissance des collectivités propriétaires les propositions d'inscription des coupes à l'état d'assiette. Ces propositions intègrent les coupes prévues au programme de l'aménagement en vigueur (coupes réglées) en tenant compte de l'état des peuplements forestiers ainsi que, le cas échéant, des coupes non réglées que l'ONF considère comme devant être effectuées en raison de motifs techniques particuliers.

Vu les articles L211-1, L214-6, L214-10, L214-11, L243-1 à 3 et D214-22 du Code Forestier,

Vu le décret n° 2015-678 du 16 juin 2015 relatif aux conditions de mise en œuvre du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article L214-5 du Code forestier,

Vu le Règlement National d'Exploitation Forestière,

Vu les articles 12, 14 et 15 de la Charte de la forêt communale,

Vu le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale, approuvé par délibération en date du 18 décembre 2006,

Vu la présentation faite par l'Agent patrimonial des parcelles proposées à l'inscription ou non à l'état d'assiette 2018, par courrier en date du 17 août 2017,

Vu le plan joint à la présente délibération,

Vu le contrat d'approvisionnement proposé par l'ONF joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 13 septembre 2017,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver l'inscription à l'état d'assiette de l'exercice 2018 des coupes réglées comme suit :**

Parcelle	Surface (ha)	Type de coupe
1	3,63 sur 4,11	Régénération
1	0,48 sur 4,11	Amélioration
2	3,4	Amélioration
3	2,4	Amélioration
4	3,11	Amélioration
5	3,02	Amélioration
6	4,62 sur 5,42	Amélioration
8	3,41	Amélioration
9	1,77 sur 5,62	Amélioration

**ARTICLE 2 : De solliciter la suppression du passage en coupe pour les parcelles suivantes (coupes non réglées) :**

Parcelle	Surface (ha)	Justification
7	3,6	Niveau du capital faible
10	12,82	Parcelle brûlée en 2015
11	12,82	Parcelle brûlée en 2015
16	5,31	Niveau du capital faible
17	15,12	Parcelle brûlée en 2015

**ARTICLE 3 : D'autoriser s'agissant des coupes réglées désignées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente délibération de la forêt communale inscrites à l'état d'assiette de l'exercice 2018 comme suit :**

**3.1 – La vente en bloc et sur pied par les soins de l'ONF,**

**3.2 – Le choix proposé par l'ONF de contrats d'approvisionnement négociés de gré à gré pour les coupes n°1-2-3-4-5-6-8 et 9,**

**ARTICLE 4 : De mandater l'ONF, pour les ventes de gré à gré, afin de mener les négociations et lui faire une proposition de prix, dans le respect des règles de confidentialité imposées par le secret des affaires et ainsi d'autoriser la vente groupée conclue en application des articles L214-6 et suivants et D214-22 du Code Forestier (essence concernée : pin noir et volume approximatif envisagé : 400 m³),**

**ARTICLE 5 : Et plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**T. FALCONNET** – Inscription à l'état d'assiette destination des coupes exercice 2018.  
Je donne la parole à M. Jean-Jacques BERNARD.

*Lecture de la délibération par M. Jean-Jacques BERNARD.*

**T. FALCONNET** – Merci M. BERNARD pour la présentation de cette délibération.  
Y a-t-il des demandes d'intervention ? Mme CARLIER vous avez la parole.

**C. CARLIER** – Oui M. le Maire, c'est pas vraiment une intervention, c'est une question. On parle d'Office National des Forêts... donc est-ce que vous pouvez nous donner des informations sur la réhabilitation du plateau, où est-ce que cela en est ?

**T. FALCONNET** – Écoutez, effectivement la réhabilitation est en cours avec un plan de gestion dont nous avons confié la responsabilité à un organisme, un prestataire par un appel d'offre diligenté par le SIPLASUD. C'est le SIPLASUD qui travaille sur le futur plan de gestion, avec des questions qui restent aujourd'hui en suspens mais auxquelles nous aurons des réponses dans, justement, les propositions que nous fera le prestataire. A savoir, faut-il replanter ? Dans quelle mesure ? Sur quelle surface ? Quelles essences ? J'avoue ne pas être un spécialiste en essences d'arbres, en revanche, un certain nombre de choses ont été dites, notamment, sur le pin noir d'Autriche qui brûle particulièrement bien et donc nous nous orientons vers des plantations d'essence moins fragiles et surtout moins susceptibles de comporter un danger pour les populations voisines. Tout cela est en cours. Une interrogation, là encore, concerne l'avenir même du SIPLASUD puisque avec le passage en

Métropole et bien l'avenir des syndicats mixtes, des syndicats intercommunaux est posée. Aujourd'hui, le représentant de Dijon Métropole, qui siège au SIPLASUD, ne m'a pas indiqué que nous irions vers une disparition de ce syndicat, nous ne le souhaitons pas. Tout ce que je peux vous dire c'est que nous travaillons bien avec les communes membres du SIPLASUD, notamment avec Marsannay-La-Côte, avec malheureusement des problématiques différentes en fonction de l'occupation et de l'utilisation du plateau. C'est-à-dire, les communes qui n'ont pas, on va dire, une utilisation très importante par les sportifs, par les promeneurs, n'ont pas les mêmes préoccupations que les communes de Chenôve et Marsannay, par exemple. Donc, effectivement, il y a des discussions, des débats au sein du SIPLASUD mais nous travaillons bien au sein du SIPLASUD et je pense que M. BERNARD ne me contredira pas, je pense, nous allons vers un plan de réhabilitation avec tous les acteurs concernés, y compris d'ailleurs, avec la gendarmerie nationale puisque la gendarmerie nationale est présente sur le plateau. Voilà ce que je peux vous répondre et bien entendu, le Président du SIPLASUD se fera un plaisir de donner des informations au Maire de Chenôve qui vous les transmettra.

Merci. Y a-t-il d'autres demandes d'information ? M. BERNARD vous continuerez de vous occuper de ce dossier avec d'autres, comme celui du développement durable sur le territoire communal et, bien entendu, nos abeilles.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Je n'en vois pas donc cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

28 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

### 25 - DELEGATIONS DE POUVOIRS A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Conformément à l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions qu'il a prises par délégation du conseil municipal, à chacune de ses réunions.

Vu les articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil municipal :

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées au tableau ci-après annexé.**

**T. FALCONNET** – Je vous demande maintenant de prendre acte des délégations de pouvoir que vous m'avez accordées. Les décisions sont présentées sur le tableau. Beaucoup de décisions relatives à des spectacles.

Voilà, vous avez eu le tableau, alors y a-t-il des demandes de précision ?

Mme CARLIER, vous avez la parole.

**C. CARLIER** – Merci, M. le Maire. Concernant la prestation d'enlèvement des graffitis et affichages sauvages, j'imagine que la mairie a une habilitation pour accueillir du travail d'intérêt général ou encore des mesures de réparation, et je suppose donc que cela a déjà été envisagé avant de demander à un prestataire de s'occuper de cet enlèvement de graffitis. Est-ce que cela a été étudié avant, où est-ce que cela en est, car je sais que c'est un sujet qui peut être assez délicat, mais le travail d'intérêt général et les mesures de réparation peuvent être aussi une manière de réinsérer certaines personnes, en tout cas d'un point de vue judiciaire.

**T. FALCONNET** – J'entends bien votre souci que nous partageons. Peut-être M. AUDARD en parlera-t-il tout à l'heure lorsqu'il aura à répondre à M. ESMONIN et Mme RICHARD sur les questions de tranquillité publique, mais nous travaillons également dans une direction d'insertion par rapport aux peines alternatives à l'emprisonnement et notamment les TIG. Le problème, c'est que vous êtes ici sur un point très délicat, vous l'avez dit, sur le plan technique. Si vous faites intervenir des gens qui ne sont pas compétents sur des crépis, des façades, vous risquez d'obtenir l'effet inverse de celui que vous recherchez, c'est-à-dire une destruction du support. C'est pour cela que la Métropole a passé un appel d'offre qui a été remporté par l'entreprise LE SIGNE DE L'ENVIRONNEMENT qui est spécialiste de l'enlèvement de graffitis, notamment avec des produits qui ne sont pas agressifs. Ce sont des gens qui ont la technicité et qui emploient des produits qui n'altèrent pas la qualité de l'environnement. Donc c'est au départ un appel d'offre intercommunal qui pouvait être mis à disposition des communes de Dijon Métropole et nous nous sommes rattachés à ce marché de la Métropole. C'est cette entreprise qui intervient et qui interviendra par exemple sur la rue Anatole France, chère à Marie-Paule CROS, qui est régulièrement taguée par les jeunes et les moins jeunes qui fréquentent un établissement culturel voisin, à savoir les Tanneries. Nous avons eu là aussi plusieurs plaintes et interpellations d'habitants qui nous demandent ce que fait la Mairie pour lutter contre les graffitis. Eh bien, la Mairie passe un accord avec le Grand Dijon pour qu'une entreprise puisse intervenir et cela sera fait très prochainement, au grand plaisir des habitants de la rue Anatole France, n'est-ce pas, Mme CROS ?

**M.-P. CROS** – Oui, certains ont leur façade très décorée et d'un goût un peu discutable, dirons-nous.

**T. FALCONNET** – Oui, c'est vrai, on a pu le constater. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions ? Mme BOILEAU, vous avez la parole.

**J. BOILEAU** – Oui, M. le Maire, quand on regarde les délégations que vous avez prises, on peut relever pour les marchés à procédure adaptée tout l'investissement de la ville de Chenôve en faveur des écoles, puisqu'il y a la fourniture, l'installation d'équipements informatiques pour une somme importante, le service des transports utilisé par les écoles et la sécurisation des groupes scolaires.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme BOILEAU, pour cette déclaration. Effectivement, tant que M. MACRON nous permet encore de soutenir les écoles, la culture et de mener une politique de service public de proximité sur le territoire communal, eh bien nous le ferons.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

**T. FALCONNET** – Ce qui nous mène sans transition aux questions orales, qui m'ont été posées par M. ESMONIN et Mme RICHARD. Je vais demander, soit à l'un soit à l'autre, de relire votre première question. Mme RICHARD, vous avez la parole.

**S. RICHARD** – Première question : Nous avons assisté avec grand regret le 5 août dernier au déménagement de la Clinique de Chenôve au nord de Dijon, parc Valmy. Avec le départ de cet établissement de santé, Chenôve, le Sud dijonnais et plus largement un bassin de population de près de 40 000 habitants sont désormais dépourvus d'un établissement de santé de proximité. Cette opération de regroupement de 3 cliniques, dont les motivations sont essentiellement guidées, par la recherche du profit, s'avère aller à l'encontre de l'intérêt des populations concernées.

Aussi nous souhaitons connaître quel sera l'avenir du site de l'ex-clinique de Chenôve ? À quel terme ? Sachant qu'un projet de construction de logements ne saurait à lui seul garantir la réussite de la reconversion de ce site.

**T. FALCONNET** – Merci, Mme RICHARD. Il y a une question et une affirmation, donc je ne répondrai pas à l'affirmation. M. AMODEO, si vous voulez bien donner la réponse.

**M. AMODEO** – La Générale de Santé, propriétaire privé du site de l'ex-clinique, a décidé de vendre le terrain à un promoteur privé (EDIFIPIERRE) pour réaliser, après démolition des locaux actuels, une opération de construction d'un ensemble immobilier.

Le projet initial de construction de près de 170 logements, demande de permis de construire déposée le 1er août 2016, a été abandonné suite au refus de permis de construire prononcé en février 2017 par le Maire au nom de la commune.

Après concertation avec le promoteur, le projet initial a été amendé afin de mieux intégrer cette opération de construction neuve dans son environnement (diminution du nombre de logements, volumétrie des bâtiments...). Sur ces nouvelles bases, une demande de permis de construire a été déposée le 28 juillet dernier. Cette 2ème demande de permis de construire est actuellement, en cours d'instruction.

Aujourd'hui, après concertation, le programme de l'opération prévoit la construction d'un ensemble immobilier composé de :

- 148 logements dont 28 logements destinés au foyer de l'Arche, projet auparavant envisagé sur la parcelle de la Chapelle Sainte-Thérèse propriété de la paroisse.
- Environ 500m2 de locaux d'activités répartis en 4 cellules situées en rez-de-chaussée côté Boulevard Henri Bazin. Ces locaux pourront, le cas échéant, accueillir des activités libérales médicales ou paramédicales.

La demande de permis de construire étant toujours en cours d'instruction et la commercialisation n'ayant pas encore débutée, il n'est pas possible aujourd'hui d'indiquer la date de livraison des premiers logements. Néanmoins, la commercialisation devrait être engagée début 2018 après obtention du permis de construire.

Par ailleurs, une réflexion est engagée en matière de développement d'une offre de soins de proximité (unité d'urgence, imagerie médicale...) qui pourrait voir le jour sur l'ex-site de la CPAM.

**T. FALCONNET** – Voilà, Mme RICHARD, la réponse à votre question. Simplement sur le dernier point, nous en sommes aux prémices et nous travaillons avec le CHU, parce que je préfère travailler avec le CHU qu'avec la Générale de Santé.

M. ESMONIN, vous voulez poser la question sur la tranquillité publique ou est-ce toujours Mme RICHARD ?

**J. ESMONIN** – Sandrine va la poser. Nous l'avons rédigée ensemble.

**T. FALCONNET** – Mme RICHARD, vous avez toujours la parole.

**S. RICHARD** – La population de notre ville a été le témoin ces derniers mois de nombreux faits de délinquance : rodéos, courses poursuite, incendies de véhicules, barbecues sauvages, dégradations diverses... qui ne manquent pas de l'inquiéter et qui nous l'a fait savoir.

Aussi nous souhaiterions connaître quelles sont les dispositions qui sont prises pour assurer à nos concitoyens la tranquillité à laquelle ils sont en droit de prétendre ?

**T. FALCONNET** – Merci. Alors, je note simplement que d'aucuns me traitent de répressif et filigrane, d'autres trouvent que je ne le suis pas assez. La voie que nous avons choisie avec cette équipe municipale, c'est-à-dire une voie médiane, est peut-être la bonne.

M. AUDARD, vous avez la parole.

**P. AUDARD** – Oui, M. le Maire, Mme RICHARD. Tout d'abord, je crois qu'il faut bien entendre que pour notre municipalité, la question de la tranquillité publique est une question que nous traitons au quotidien. Nous sommes en contact quotidien avec la population, nous savons au quotidien ce qui se passe exactement sur le territoire de notre commune et nous sommes naturellement très attentifs et très avertis des questions que vous nous posez et que vous ne nous révélez pas.

En ce qui concerne la police nationale, nous avons noué un partenariat qui nous permet d'être très réactifs sur le terrain et nous sommes sur ce sujet, effectivement, en première ligne. Comme vous le savez depuis septembre 2015, nous avons mis en place une politique très volontariste en matière de tranquillité publique. Cette politique très volontariste, comme le disait M. le Maire tout à l'heure, est critiquée par certains comme étant trop répressive, si j'ai bien lu le journal de dimanche, et pour d'autres, peut-être pas assez. La vérité est certainement au milieu, mais en réalité, notre démarche est une démarche stratégique qui vise à obtenir des résultats. En conséquence, je peux vous dire que nous avons mis en place un travail partenarial à tous les degrés sur lesquels nous pouvons travailler : nous avons naturellement une commission locale de sécurité qui se réunit très régulièrement et au cours de laquelle sont présents tous les partenaires de la tranquillité publique (police nationale, police municipale, représentants des établissements scolaires, protection judiciaire de la jeunesse, etc.). Tous les acteurs sont là et c'est une CLS qui a bonne réputation, voire même la meilleure réputation de l'agglomération tant son rayonnement et son efficacité sont démontrées.

Nous avons également développé une police municipale qui est très avertie des interventions sur lesquelles elle est mandatée. Nous avons créé, et nous sommes les seuls sur l'agglomération dijonnaise, une équipe de médiateurs municipaux qui sont coordonnés à partir de notre volonté de trouver des solutions en terme de tranquillité publique, et nous avons largement pallié sur le territoire de la commune de Chenôve les conséquences des politiques de suppression de police de proximité pratiquée par M. SARKOZY.

En revanche, nous attendons avec le plus grand intérêt le rétablissement annoncé de la police de proximité, annonce qui est faite par le président actuel et qui devrait se matérialiser sur le terrain, mais nous serons très vigilants à compter du mois de décembre, nous a-t-on dit, ou janvier.

Deuxième organisme important dont vous devez avoir connaissance, nous avons également mis en place une commission restreinte opérationnelle dont le co-pilotage est assuré par le Maire et le procureur de la République, ou son vice-procureur pour être précis, où le travail est beaucoup plus ciblé par rapport au public qui nous fait le plus de difficultés. Ce sont des réalités qui sont sur le terrain, qui sont vécus au quotidien par l'ensemble de nos concitoyens, et nous essayons d'allier, comme le dit souvent M. le Maire, l'idée d'une République à la fois ferme et généreuse.

Les moyens humains que je viens de développer, qui n'existaient pas avant septembre 2015, s'agissant de la partie médiation en particulier, ont été également complétés avec des aménagements urbains, vous avez vu la sécurisation sur le grand ensemble du parc urbain du Mail, en relation avec le DDSP et sur les conseils du référent sûreté préfectoral. Nous

avons poursuivi notre travail en matière de vidéoprotection, ce qui nous permet de relever un certain nombre de constats de faits et nos policiers municipaux, qui sont très efficaces, établissent des procès-verbaux très fournis qui permettent l'engagement de poursuites plus efficaces.

En ce qui concerne les autres collaborations que nous avons avec la police nationale, avec le parquet, avec la Justice, avec les partenaires de la tranquillité publique, nous avons en perspective le prochain CLSPD, qui se tiendra au début de l'année 2018 mais qui prendra une coloration un peu particulière, dans la mesure où nous avons préparé ce CLSPD par un travail de fond en commission qui se tient avec nos partenaires. Nous aurons une vraie ligne cohérente en matière de tranquillité publique.

En ce qui concerne la perspective d'avenir, il y a un certain nombre de secteurs en matière de tranquillité publique qui sont intéressants de pouvoir travailler à l'échelle intercommunale, par exemple les rodéos de motos qui s'effectuent sur Chenôve, mais la frontière Chenôve/Fontaine-d'Ouche n'est pas très bien connue, de même pour la frontière Chenôve/Longvic.

Donc, le fait de pouvoir coordonner toute cette activité pour être encore plus efficace, et je n'ai pas dit plus répressif, eh bien l'ensemble de ce travail est en train de se faire et on voit émerger, sous la présidence d'ailleurs de notre Maire, le comité de pilotage du futur CLSPD, un CLSPD à l'échelle intercommunale. Il y a énormément de travail qui s'effectue sur le terrain.

Je peux vous donner quelques chiffres pour conclure :

- Pour ce qui concerne les procès-verbaux électroniques, nous sommes passés de 379 en 2015 à 244 en 2016, et 408 en 2017, chiffre arrêté au 25 septembre. L'objectif n'est pas d'embêter les gens mais de préserver leur sécurité et la possibilité de circuler au sein de notre collectivité.
- Nous avons effectué des mises en fourrière : 62 en 2017, 43 en 2016 et 56 en 2015. Nous sommes sur des chiffres à peu près stables.
- Nous avons toujours autant de franchissements de feux rouges fixes constatés, il y a donc un travail à faire là-dessus, mais nous allons avoir quelques améliorations possibles sur le prolongement de la route des Grands Crus.
- Sur les défauts de plaque d'immatriculation, c'est parce qu'on les identifie mieux, et vous savez qu'une plaque qui n'est pas correspondante au véhicule fait que ce dernier est présumé être le fruit d'un délit, ce qui peut mener à la mise en fourrière. Nos jeunes se mettent à jour, puisqu'en 2016 nous en avions 15, et en 2017 nous n'en avons plus que 4, donc les choses s'améliorent sur ce terrain.
- Les Cheneveliers font des progrès sur les vitesses excessives, puisque nous avons une chute de plus de 50 %.
- Les non-ports de casque se font chasser : 27 en 2016 et 21 en 2017.
- Les sens interdit, il y a malheureusement là une reprise, on devra être extrêmement vigilants.
- Concernant les véhicules non-homologués, nous en avions deux qui circulaient en 2016 et il n'en reste qu'un en 2017, mais on va continuer notre travail.

**T. FALCONNET** – Je tiens à dire, M. AUDARD, que ce sont là les statistiques de la police nationale.

**P. AUDARD** – Ce sont des statistiques, effectivement. Tout ça pour vous dire que sur le front du ressenti, nous sommes au quotidien imprégnés de ce qui se passe, nous avons le souci de la tranquillité publique de chacun, le souci du service public. Mais sur le terrain, nous développons une action extrêmement forte et extrêmement précise dans ce domaine. J'espère vous avoir répondu.

**T. FALCONNET** – Toujours pour conclure et pour compléter l'information de Mme RICHARD et de M. ESMONIN, mais aussi plus largement de l'ensemble des conseillers municipaux,

j'ai fait référence tout à l'heure à l'action qui doit être menée en direction du législateur, parce qu'aujourd'hui, et vous le savez M. ESMONIN, c'est un vrai problème. Même si nous souhaitons mettre en œuvre des mesures encore plus fortes que celles que nous mettons en place, sans que le bras ne tremble, je le précise, il nous faut le soutien de la loi. Il faut requalifier ces pratiques qui aujourd'hui sont des pratiques contraventionnelles, quand on conduit sans casque sur une roue, les bras écartés, c'est une contravention. Quand on prend un sens interdit, c'est une contravention. Quand un véhicule n'est pas homologué, c'est une contravention. Tant que ces faits ne seront pas qualifiés en délits, qu'ils ne tomberont pas dans le champ délictuel, eh bien nous serons obligés de nous limiter à ce que la loi nous autorise, c'est-à-dire à dresser des contraventions et l'officier du Ministère Public dresse des contraventions. Il faut donc une requalification juridique de ces pratiques en délits. Il faut modifier le Code de la Route, puisque aujourd'hui vous avez des véhicules qui sont saisis par la police municipale, par la police nationale, dans des visites de communs, dans les copropriétés, dans les immeubles HLM. Mais lorsque le véhicule est en règle, qu'il a une carte grise avec un propriétaire qui vient le chercher à l'Hôtel de Police, eh bien on le lui rend, même si la moto, par exemple, a cassé les oreilles ou cassé les pieds de toute une population pendant tout un week-end. Et ça, c'est le défaut de la loi, et tant que celle-ci ne sera pas changée, nous ne pouvons rien y faire.

Ensuite, assouplir les modalités d'intervention de manière à favoriser l'interpellation par les forces de l'ordre au moment où ils commettent des actes. Je remercie la police nationale pour le travail qu'elle fait sur Chenôve et les relations de confiance que nous avons établies avec elle et avec l'ensemble des acteurs. Le directeur départemental de Santé Publique vient quand il y a un souci sur Chenôve, il est très réactif et il répond.

Lorsqu'il y a un appel 17, les bandes sont écoutées par le DDSP et il s'explique avec ses fonctionnaires de police. Ça c'est une nouveauté, les bonnes relations que nous avons avec la police nationale depuis deux ans. Et moi, je ne rejette pas systématiquement la responsabilité sur la police nationale parce qu'il y a des problèmes de tranquillité publique dans la ville. Ça aussi, c'est nouveau.

Le dernier point, élargir la notion de mise en danger, délibérée de la vie d'autrui qui est justement un délit et non une contravention. Et ça, c'est très compliqué, parce que quand vous avez un jeune ou moins jeune qui conduit un véhicule à forte vitesse, s'il n'y a pas de population, s'il n'y a pas d'enfants, s'il n'y a personne directement mis en danger, eh bien c'est une contravention. Le délit de mise en danger est très difficile à prouver, il faut un rapport circonstancié, des témoignages, des images claires sur la vidéoprotection, des rapports de police clairement rédigés et établis. Tant que nous n'avons pas ces rapports de police, nous n'avons que des contraventions.

Bien entendu, je souhaite que la députée de la troisième circonscription se saisisse de ces problèmes lors d'une rencontre que j'aurai prochainement avec elle. Je vous rappelle que nous avons écrit avec M. François REBSAMEN et M. Gilbert MENUT, maire de Talant, au ministre de l'Intérieur pour lui signaler ces troubles à l'ordre public et à la tranquillité, que systématiquement avec M. AUDARD et M. CHAPUIS, directeur de la tranquillité publique, nous recevons toutes les personnes qui en font la demande ou envoient un courrier pour se plaindre. Nous n'avons rien caché des problèmes que la ville peut connaître et je le dis, si vous avez eu contact avec la population, eh bien peut-être que nous n'avons pas rencontré les mêmes personnes, parce que la population trouve qu'il y a une amélioration très sensible, même si encore insuffisante, depuis cet été sur ces questions.

Effectivement, nous avons encore des points noirs, nous avons encore des questions à régler, mais nous ne les réglerons pas tout seuls et je ne prendrai pas l'entière responsabilité de cette question, mais je prendrai toutes mes responsabilités de maire pour que ces problèmes soient réglés durablement sur le territoire de la commune.

Voilà mes chers collègues ce que nous souhaitons vous répondre sur ces questions.

## 26 - PROPOSITION DE VŒU POUR DÉNONCER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

### Collectivités : les élus de Chenôve s'opposent au matraquage financier

Les collectivités locales, puissances publiques de proximité, continuent d'œuvrer malgré des marges de manœuvre de plus en plus limitées pour que notre République soit toujours sur le terrain synonyme de service et d'engagement car elles portent aussi des valeurs essentielles de liberté, de fraternité, d'égalité en particulier d'égalité des chances, de laïcité, de solidarité, et de progrès social.

Or, depuis que le Président de la République a été élu et que son Gouvernement a été constitué, les collectivités ne cessent de subir des coups de plus en plus durs mettant en péril leur avenir. Le matraquage financier ne peut plus durer.

Ce sont d'abord 13 milliards d'euros d'économies sur 5 ans demandés aux collectivités et l'annonce de la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des contribuables sans savoir par quoi et comment elle sera remplacée, compensation ou dégrèvement.

C'est ensuite l'annulation, entre autres, des 46,5 millions d'euros de crédits destinés aux programmes d'actions menées dans le cadre des « contrats de ville », en faveur des populations les plus fragiles résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) comme c'est le cas dans notre commune. C'est au final une baisse de 11 % (soit 300 millions d'euros) des dotations pourtant votées au budget qui a été entérinée d'un trait de plume.

C'est enfin la décision gouvernementale de réduire drastiquement le nombre de contrats aidés à la veille de la rentrée scolaire en revenant sur les financements de l'Etat. Conséquences pour Chenôve; ce sont 35 personnes qui sont concernées dont 10 en chantier école, véritable outil d'insertion par l'emploi. Cette décision brutale ne manquera pas d'avoir un impact sur la qualité du service public de proximité en plus des conséquences personnelles que devront affronter ceux qui vont perdre leur emploi.

L'accumulation des décisions prises par le Président de la République et son gouvernement depuis cet été porte un coup terrible à la dynamique qui s'est créée depuis des années dans les territoires depuis les premières lois de décentralisation dont le principe est inscrit dans l'article 1er de notre constitution et à la libre administration des communes.

**Le conseil municipal de Chenôve réuni en séance plénière le 25 septembre 2017 dénonce et condamne avec la plus grande force ces décisions prises sans concertation aucune, en totale défiance des élus locaux. Ils se montrent solidaires des combats menés par l'ensemble des associations représentatives pour demander un rééquilibrage d'urgence dans le cadre du prochain Projet de Loi de Finances examiné à l'automne par le Parlement.**

**T. FALCONNET** – Voilà, mes chers collègues, la proposition de vœu que nous proposons d'adopter au nom de la majorité municipale. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette dernière délibération ? Je n'en vois pas donc je vais mettre aux voix. Qui est contre l'adoption de ce vœu ? Qui s'abstient ? Je vais demander de marquer votre approbation. Qui est pour ? Ce vœu est adopté à l'unanimité et je vous en remercie.

Il faudra noter le départ de Mme Elise MARTIN de notre séance du Conseil Municipal.

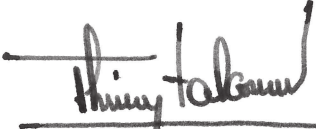
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
27 POUR

**T. FALCONNET** – Merci chers(ères) collègues, merci au public qui a été patient et bonne soirée à vous et à très bientôt pour un prochain Conseil Municipal.

*La séance est levée à 21 h 50.*



  
Thierry FALCONNET